



GENERATION HUMANITAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015



rédaction

Ivan Deret, Gilles Groizeleau,
Serge Gruel, Jean-Luc Jouhaneau,
Eric Martin, Romain Sztark, Nicolas Teuma

Iconographie

Photo page de couverture

République Centrafricaine – Bangui - Activités récréatives organisées avec notre partenaire *La voix du cœur* à l'occasion de la journée internationale des enfants des rues.
© Equipe protection des enfants de la rue / TGH

Photos page 3

© Didier Dematons

Photo page 4

République Centrafricaine – Bambari - Activités de promotion à l'hygiène.
© TGH

Photos page 7

En haut : Soudan – Darfour – Programme de sécurité alimentaire à Bindizi.
Femmes récoltant les premières céréales. © TGH

En bas à gauche : République Centrafricaine – Bangui -
Programme de protection des enfants de la rue. © TGH

République Centrafricaine - Bambari – Distribution de semence maraichères. © TGH

En bas à droite : République Centrafricaine - Bambari -
Réparation d'une motopompe par l'équipe TGH. © TGH

Photo page 9

Birmanie – Etat du Chin – Formation à l'utilisation du motoculteur. © TGH

Photo page 11

République Centrafricaine – Bangui - Activités récréatives organisées
avec notre partenaire *La voix du cœur* à l'occasion de la journée internationale
des enfants des rues. © Equipe protection des enfants de la rue / TGH

Photo page 14

Laos – Région de Khamouane – Programme de sensibilisation à l'hygiène. © TGH

Photo page 16

Népal – Formation à la maçonnerie. © Thomas Boudant / TGH

Photos page 18

En haut : Soudan – Darfour - Construction d'un château d'eau. © TGH

En bas à gauche : Soudan – Darfour – Test de débit sur un forage nouvellement créé. © TGH

Corée du Nord – Munchon – Formation à la culture sous serre. © TGH

En bas à droite : Kurdistan irakien – Erbil - Projet de cash assistance
pour les familles syriennes réfugiées. © TGH

Page 43

En haut : Népal – Tremblement de terre – Avril 2015. © TGH

En bas à gauche : Yémen – Archipel de Socotra
Embarcations détruites par les cyclones. © Samed Saleh

Népal – Distribution de kits d'hygiène à la population. © TGH

En bas à droite : Népal – Point d'eau avant aménagement. © TGH



ÉDITORIAL

Mobiliser et fédérer autour des questions de l'humanitaire dans le monde, améliorer la convergence indispensable face aux besoins qui ne cessent de croître, tels sont les objectifs affichés du *Sommet humanitaire mondial 2016*¹.

En ce début de millénaire, la violence des conflits et la recrudescence des catastrophes naturelles ont provoqué un immense mouvement de migrants et de réfugiés. Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies, exhorte les dirigeants du monde entier à participer à ce sommet pour promouvoir le progrès humain durable et garantir à chacun une vie sûre et digne. Il les invite à endosser une « *Responsabilité partagée pour une seule humanité* ».

Les organisations que nous sommes demandent que les décisions prises lors de ce sommet soient fermement ancrées dans les principes humanitaires. Ces principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance sont inscrits dans le droit international humanitaire. En ratifiant les Conventions de Genève de 1949, tous les États membres se sont engagés à les respecter.

Pourtant, le droit international humanitaire est régulièrement bafoué, parfois même sous couvert de la souveraineté des états. Des situations inacceptables se multiplient et se banalisent, questionnant jusqu'aux capacités même de l'organisation des Nations Unies, garante de la paix internationale.

Nombre de situations auxquelles sont confrontés aujourd'hui les humanitaires sont d'origine politique et appellent une réponse politique. Mais contre toute attente, nous observons un peu plus chaque jour l'inaction et l'incapacité des dirigeants à prévenir les conflits et à y mettre un terme. Nous assistons à la complexification des crises et à l'augmentation des besoins avec des répercussions désastreuses et durables sur les jeunes générations, isolées, souffrant de profondes séquelles physiques et psychologiques. La désillusion s'enracine profondément au cœur de plusieurs générations d'enfants et d'adolescents en devenir, sans repères, déscolarisés, parfois nés en exil, sans avenir.

La Commission européenne a décidé de consacrer une aide importante à des projets éducatifs en faveur d'enfants en situation d'urgence. En 2015, le commissaire européen Christos Stylianides s'est engagé à porter la part du financement en faveur de l'éducation dans les situations d'urgence à 4 % de l'aide humanitaire de l'UE avant la fin du mandat de la Commission Juncker², en déclarant « *Investir dès maintenant dans l'éducation des enfants pris dans des zones de conflit ou connaissant d'autres situations d'urgence revient à prévenir le risque d'une génération perdue et à miser sur l'avenir* ». Triangle Génération Humanitaire s'est fortement engagée en ce sens en 2015, auprès d'enfants syriens et irakiens réfugiés et déplacés dans le nord de l'Irak, mais aussi auprès d'enfants de la rue en République Centrafricaine et en République du Congo.

Il y a une impérieuse nécessité à protéger les générations qui viennent et qui feront demain et c'est en ce sens que nous comptons poursuivre et intensifier nos actions en 2016.

■ Christian Lombard & Patrick Verbruggen / directeurs

1 • Le premier Sommet humanitaire mondial réunit gouvernements, organisations humanitaires, personnes touchées par les crises humanitaires et partenaires du secteur privé, pour proposer des solutions aux défis les plus pressants et définir un programme pour l'action humanitaire de demain.

2 • La commission Juncker est la commission qui a pris ses fonctions le 1er novembre 2014. Elle est présidée par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, membre du Parti populaire européen. Le mandat de la Commission Juncker s'achèvera le 31 octobre 2019.



SOMMAIRE

Acteur d'une solidarité durable et partagée	5
2015 en quelques mots et chiffres clés	6
Nos métiers, notre expertise	7
Avant-propos	8
Sécurité alimentaire et développement rural	9
Education et psychosocial	11
Eau, hygiène et assainissement	14
Génie civil et construction	16
Quelques exemples de mise en œuvre de nos compétences	18
En Corée du Nord	19
Au Kurdistan irakien	21
En Birmanie	22
Au Laos	24
Les programmes en cours en 2015	27
Les faits qui ont marqué l'année et les perspectives 2016	43
Ukraine	44
Népal	45
Syrie et Liban	46
Yémen (Socotra)	47
L'équipe exécutive et le conseil d'administration	48
Origine et emploi des ressources	49
Bilan et compte de résultat	50

conception graphique
 nathalie navarre graphiste
 +33 [0]4 78 28 55 44
 n.navarre@wanadoo.fr

relecture et corrections
 scarabeo.contact@scarabeo.fr
 http://scarabeo.fr

traduction . anouk matéo
 anouk_mateo@yahoo.com
 www.annlou-traduction.com

impression
 Champagnac . 15000 Aurillac
 encres végétales,
 imprimé sur papier
 en provenance de forêts
 gérées durablement



“ Acteurs d’une solidarité durable et partagée ”

En 2015, les équipes de Triangle Génération Humanitaire sont présentes dans 11 pays et gèrent 63 programmes grâce à des partenariats publics durables avec les principaux bailleurs internationaux mais également avec des partenaires privés (entreprises et fondations).

Les programmes réalisés apportent un soutien direct ou indirect à plusieurs centaines de milliers de personnes, au travers d’interventions caractérisées par une approche globale de l’aide humanitaire intégrant urgence, réhabilitation, développement et démarche environnementale.

Fondée sur des valeurs communes d’écoute et de réactivité, lieu de vie et d’expression des engagements personnels, des savoir-faire et de leur partage, Triangle Génération Humanitaire revendique taille humaine, professionnalisme et pragmatisme, en valorisant la notion d’association au sens de **“personnes qui mettent en commun leurs activités dans un autre but que le partage de bénéfices”**.

L’association est moteur de projets qu’elle élabore avec des partenaires nationaux en identifiant et en mobilisant les ressources et les compétences locales pour apporter des réponses concrètes aux situations inacceptables des populations en souffrance, participer à la lutte contre la pauvreté et pour l’intégration sociale, soutenir sans discrimination d’aucune sorte les groupes de personnes victimes de conflits, de catastrophes na-



Algérie - Camps de réfugiés sahraouis. Photo : Laura Zarragoza / TGH

turelles ou de tout type de situation les plongeant dans la précarité. Son approche vise à répondre au plus près des besoins exprimés, et tend vers l’autonomie des groupes de personnes aidées.

Administrée par un Conseil élu, l’association agit en totale indépendance. Son financement étant en grande partie assuré par des institutions internationales, elle est régulièrement soumise aux audits des organisations qui la financent, et a prouvé sa capacité à gérer des fonds publics permettant d’inscrire son action dans la durée. ■

Kurdistan Irakien – Erbil - Evaluation des besoins des familles syriennes réfugiées dans le cadre d’un programme de cash assistance. Photo : Juliette Guegan / TGH



Soudan – Darfour – Association des femmes apicultrices de Bindizi. Photo : TGH

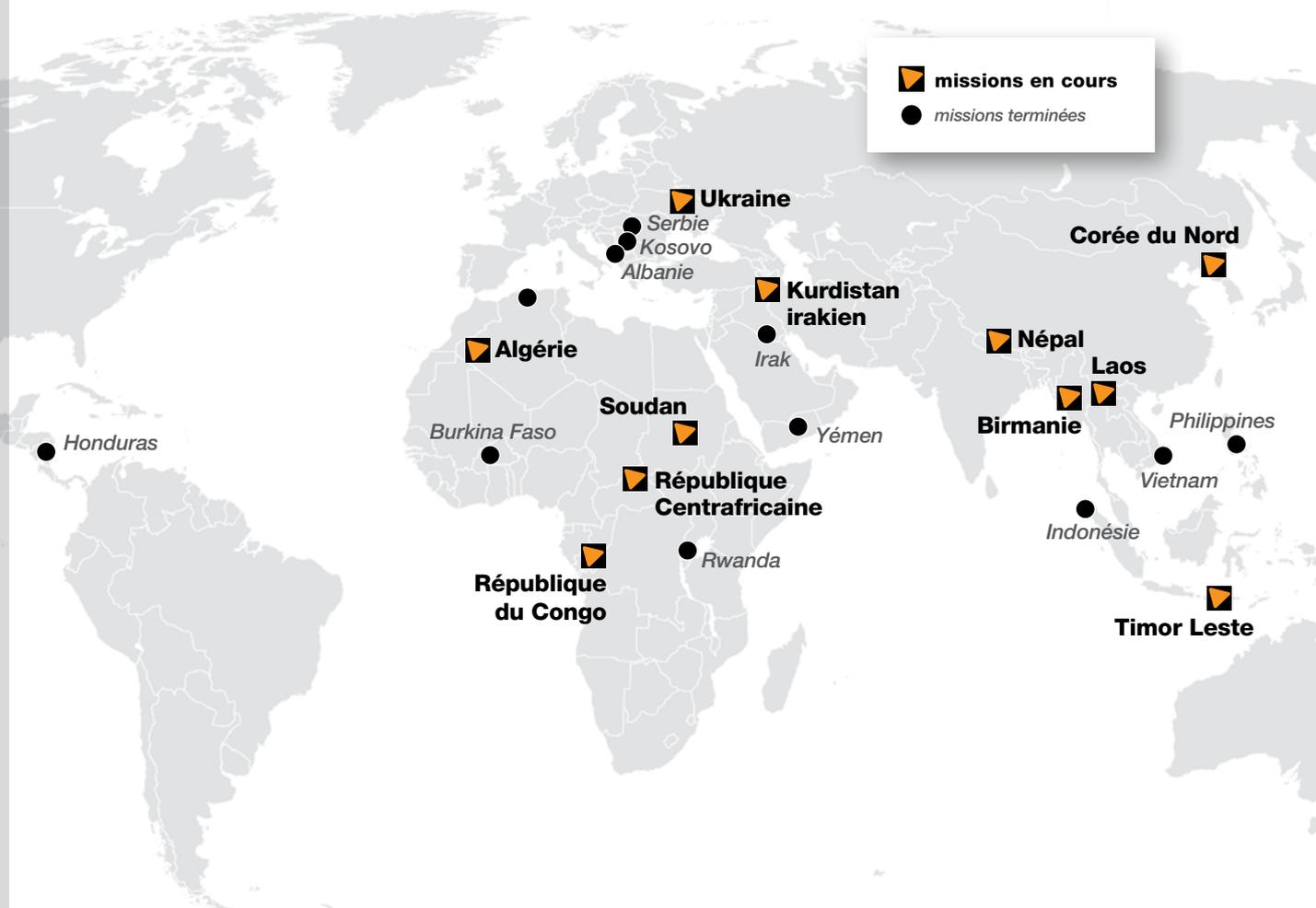


“ 2015, en quelques mots et chiffres clés ”

115 salariés de droit français, dont **92 expatriés**
492 collaborateurs recrutés dans leur pays d'origine
13,3 millions d'euros de budget
Des équipes présentes dans **11 pays**
63 programmes conduits simultanément
95% des ressources affectées directement aux actions sur le terrain
32 partenaires **bailleurs de fonds**
et **17 partenaires opérationnels**

L'association est membre de la **Coordination Humanitaire et Développement (CHD)** et de **Coordination Sud**. Elle est signataire du Contrat Cadre de Partenariat avec le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et de l'accord de partenariat opérationnel (FAOP) avec l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

6





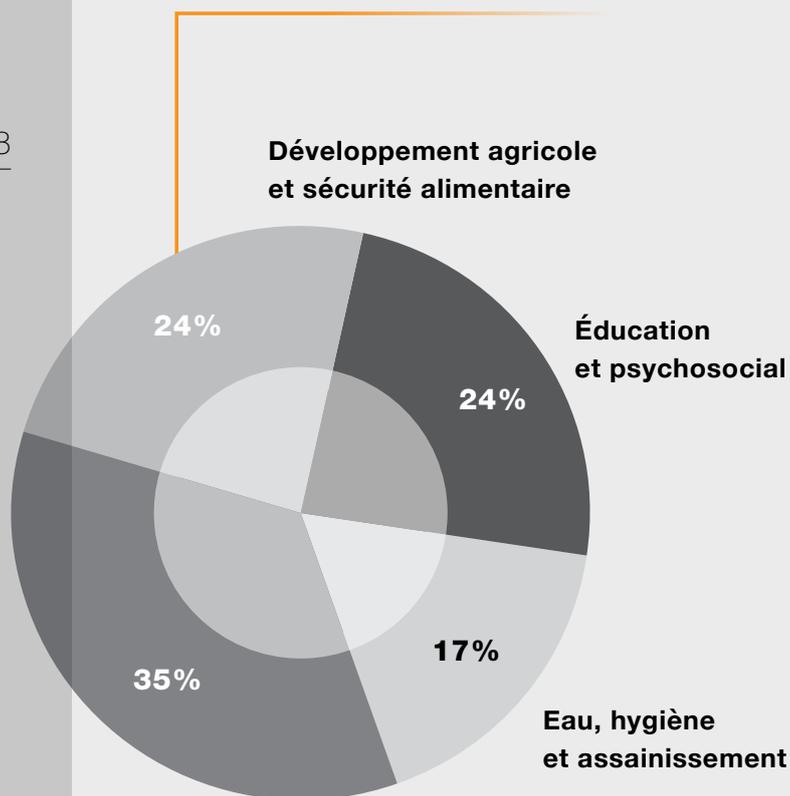
NOS MÉTIERS NOTRE EXPERTISE



Le pôle technique : maîtrise, transversalité et complémentarité

Au-delà d'une répartition par zones géographiques, Triangle Génération Humanaire a fait le choix d'asseoir son organisation interne sur quatre départements techniques couvrant l'ensemble de ses domaines d'expertise : **sécurité alimentaire et développement rural, éducation et psychosocial, eau hygiène et assainissement, génie civil et construction.**

Répartition par secteurs¹



Ces départements, qui regroupent des professionnels experts, permanents ou consultants ponctuels, apportent un soutien direct aux équipes de terrain. Garants de la qualité technique des actions de leur conception à leur mise en œuvre, ils favorisent la capitalisation et la mutualisation des expériences qui nourrissent la conception des programmes et contribuent à l'identification d'approches adaptées aux spécificités des contextes rencontrés.

Attentifs aux évolutions de leurs secteurs respectifs, les départements techniques assurent l'appropriation par TGH d'avancées technologiques et d'approches innovantes. Ils travaillent à la définition de standards spécifiques à TGH, tout en garantissant aux actions de l'association la flexibilité qui les caractérise, mais également la transversalité nécessaire : chacun travaille dans ses domaines respectifs, mais également en équipe. Les départements techniques sont facteurs d'intégration des activités menées et favorisent les approches multisectorielles comme la capacité - constitutive de l'ADN de TGH - d'accompagner les populations assistées depuis les phases d'urgence jusqu'à l'effort de développement.

1 • Génie civil et construction sont intégrés dans les programmes développement agricole et sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement.

2 • Ces programmes intègrent au moins deux composantes du pôle technique.





SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & DÉVELOPPEMENT RURAL

Pour ajuster au mieux ses actions aux besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire, Triangle Génération Humanaire a poursuivi en 2015 la mise en œuvre d'interventions d'assistance alimentaire, d'actions de relance de la production agricole et de programmes de développement agricole et rural qui visent à plus long terme une réduction de la pauvreté et une amélioration pérenne de la sécurité alimentaire.

Pour répondre à la multiplicité des logiques des acteurs et des populations, TGH inscrit les spécificités locales de domaines d'expertise variés (agronomie, nutrition, économie des ménages et des filières, sciences sociales...) dans des approches sectorielles globalisantes.

L'assistance alimentaire se décline selon plusieurs modalités, choisies selon le contexte : distributions de vivres en nature, ou appui direct à l'économie des ménages par transferts monétaires.

Les actions de relance agricole sont mises en œuvre dans une logique de réponse rapide, mais

envisagées comme la première étape d'un renforcement à plus long terme. Le soutien aux paysans dans l'accroissement de leurs capacités de résilience accompagne ou poursuit - naturellement et pragmatiquement - les distributions d'intrants agricoles.

L'existence d'une paysannerie structurellement fragilisée même en temps de paix implique un soutien à long terme : des programmes d'appui plus adaptés et pertinents issus d'une approche pluridisciplinaire, et des réponses basées à la fois sur l'expertise technique et la compréhension des sociétés.



République Centrafricaine - Bambari - Distribution de semences. Photo : TGH

L'un des aspects centraux de la stratégie de TGH face aux crises aiguës (humaines ou naturelles) frappant des populations déjà fragilisées reste sa capacité à adapter en permanence ses activités aux besoins mesurés.

En 2015

Au cours de l'année 2015, TGH s'est impliquée plus fortement dans la distribution de bons destinés à l'acquisition de nourriture - au Kurdistan irakien notamment - dans un contexte marqué par des marchés fonctionnels et une population de réfugiés syriens privés de ressources financières. Les activités mobilisant des transferts monétaires étant par nature multisectorielles, la dynamique ainsi lancée a apporté, dans le cadre d'autres programmes et dans le même contexte d'intervention, des soutiens financiers pour améliorer l'accès à l'éducation.

TGH a organisé - conjointement avec les autorités nationales, les organisations professionnelles et l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - des campagnes de vaccination en République Centrafricaine, pour limiter les cas de peste des petits ruminants, péripneumonie contagieuse bovine et fièvre de Newcastle.

Dans des contextes d'urgence nécessitant l'apport d'intrants (République Centrafricaine, Soudan), des vivres, des semences et des outils ont été distribués aux populations qui peuvent ainsi bénéficier d'une aide alimentaire d'urgence et des

moyens nécessaires à la relance de la production. Dès que le contexte sécuritaire le permet, les équipes de TGH fournissent un appui technique de vulgarisation, en collaboration avec les services du pays.

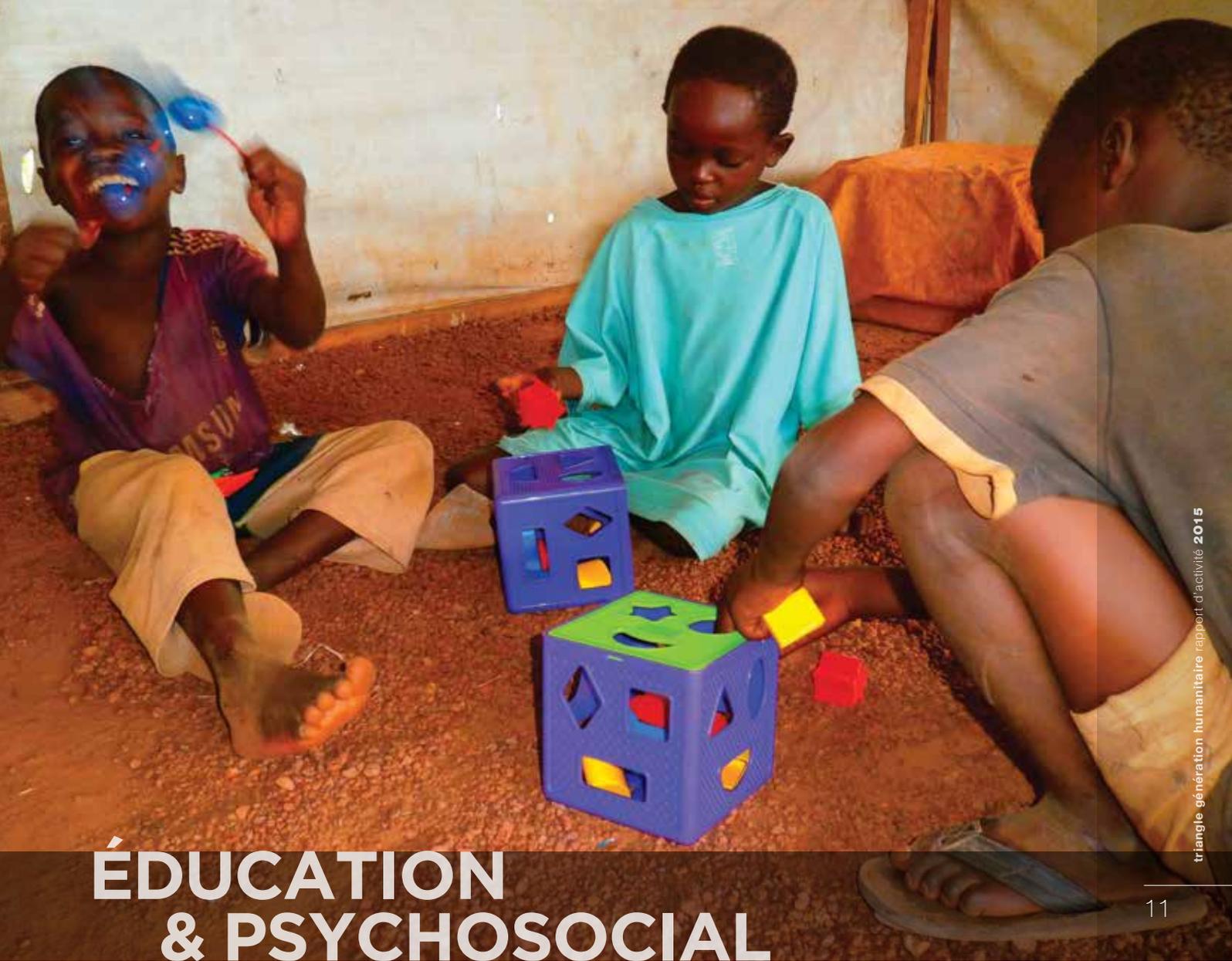
Le Soudan nécessite à la fois des réponses d'urgence et de plus long terme. Les actions en milieu rural vont de la distribution de vivres à la mise en œuvre de programmes prenant en compte les multiples aspects de l'amélioration des conditions de vie des populations déplacées : support des comités de paix destinés à apaiser les tensions entre éleveurs et agriculteurs, production céréalière et maraîchère, amélioration de la traction animale et de l'irrigation, contribution à la reforestation, support au lancement d'activités génératrices de revenus, optimisation de la filière miel et de ses produits dérivés...

TGH confirme également son expertise en matière d'intégration agriculture-élevage-pisciculture en Corée du Nord, par des actions permettant l'amélioration de l'apport en protéines au sein d'institutions pour enfants.

En Birmanie enfin, des actions de long terme sont mises en œuvre avec un partenariat local pour appuyer la structuration d'organisations paysannes, la diversification des cultures, et l'amélioration de la productivité des cultures de riz (outillage, diminution des pertes...), qui apportent un réel soutien aux populations isolées de l'État du Chin. ■



Corée du Nord - Munchon - Formation à la culture sous serre. Photo : TGH



ÉDUCATION & PSYCHOSOCIAL

Depuis sa création, Triangle Génération Humanitaire est convaincue qu'au-delà de l'aide matérielle apportée aux populations en difficulté, une autre dimension s'impose. Sur les zones d'intervention, des familles, des enfants, des adolescents, des femmes, des personnes âgées ou handicapées ont besoin d'être accompagnés pour faire face au bouleversement de leur existence, au traumatisme qu'ils viennent de vivre, à leur situation extrême de réfugiés ou déplacés, à la précarité de leurs conditions de vie.

L'accompagnement psychosocial d'une personne s'inscrit dans un processus long et nécessite des modes de prise en charge différents suivant sa situation, son vécu et son projet de vie. Des dispositifs adaptés doivent à chaque fois être réinventés afin de répondre aux besoins des personnes particulièrement vulnérables en fonction de leur environnement : action sociale dans la rue, en prison, placement en famille d'accueil, en centre d'hébergement, accompagnement

à la réinsertion sociale et économique, à la réunification familiale, assistance et soins à domicile, enseignement spécialisé ou encore sensibilisation des communautés dans les villages, dans la rue, contre les violences domestiques, pour la scolarisation et les droits de l'enfant. Les programmes sont systématiquement réalisés en concertation et en partenariat avec les communautés qui retrouvent souvent par leur implication le chemin de leur reconstruction et de leur identité. En République



Centrafricaine, en République du Congo, en Algérie, au Kurdistan irakien, au Timor Leste, en Corée du Nord, les actions d'éducation et/ou de protection, dans les contextes d'urgence ou de développement, s'appuient toujours sur les ressources locales.

Au-delà des moyens financiers et matériels supplémentaires mis à leur disposition, les organisations partenaires bénéficient d'un renforcement de leurs compétences techniques de gestion de projet, de gestion financière et administrative, et d'accompagnement social de leur public.



Timor Oriental - Sensibilisation des communautés pour une meilleure protection des femmes et des enfants victimes de violence. Photo : Anne-Fleur Declerc / TGH

Protéger

Au Timor Leste, TGH intervient depuis deux ans auprès des femmes victimes de violences domestiques. Ce programme, financé par l'Union Européenne et des fondations privées, est mis en œuvre conjointement avec des organisations de la société civile timoraise, qui interviennent aux différents stades du processus d'accompagnement, de l'accueil d'urgence des victimes référées par les hôpitaux à la prise en charge sociale dans un foyer d'hébergement, jusqu'à la réinsertion de la personne dans sa communauté.

Les structures partenaires ont ainsi pu renforcer leurs dispositifs de réinsertion des femmes victimes de violences, qui bénéficient d'une formation profes-

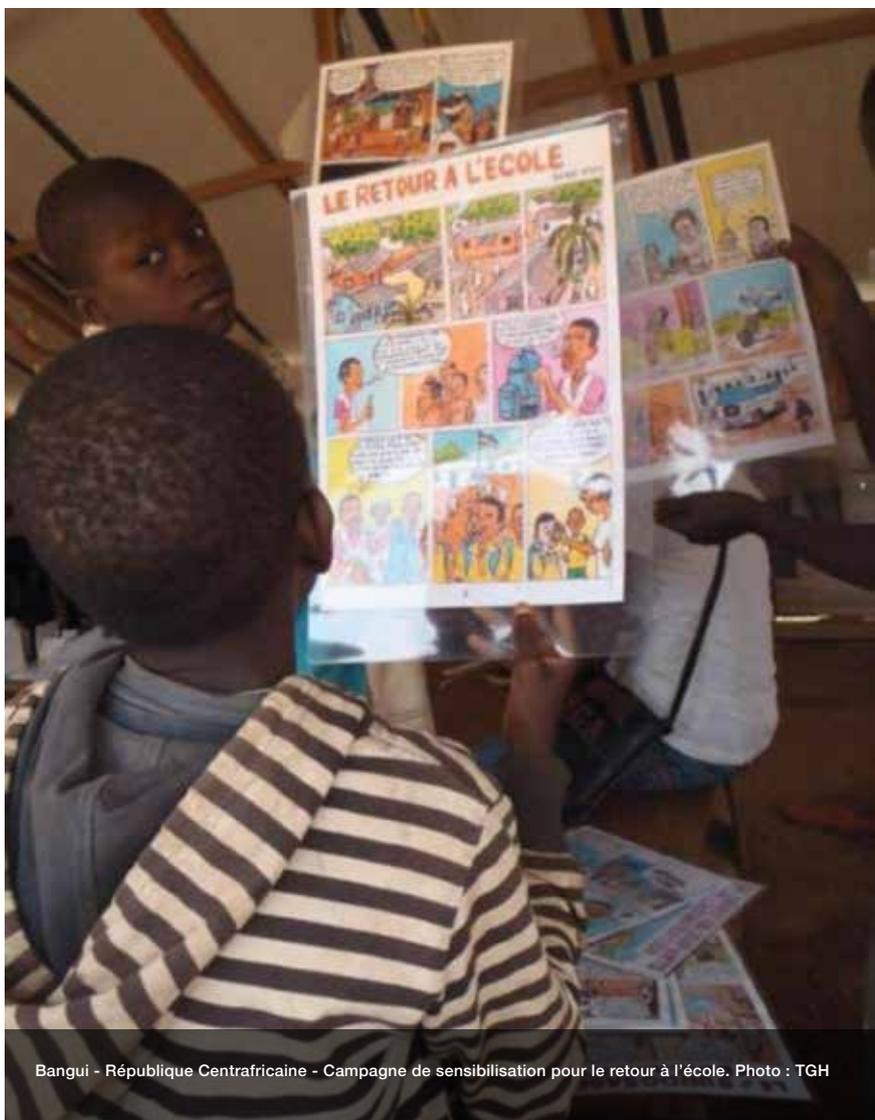
sionnelle lors de leurs séjours en centre d'accueil et d'hébergement, puis d'un kit d'installation pour lancer une activité génératrice de revenus et accéder à une certaine autonomie. Après avoir réintégré leur communauté, ces femmes continuent à être suivies et accompagnées par un conseiller pendant six mois au minimum.

Avec pour support un film produit par TGH, des actions de sensibilisation contre la violence domestique sont réalisées dans les villages.

Éduquer

Au-delà des programmes de protection, la cellule technique supervise des actions d'éducation.

En République Centrafricaine, TGH contribue à la relance de l'éducation primaire. Dans les provinces de la Ouaka et de la Vakaga, 25 écoles ont été réhabilitées et équipées, et 8 000 élèves et 75 enseignants dotés en fournitures scolaires. 100 Associations de Parents d'Élèves (APE) sont également formées



Bangui - République Centrafricaine - Campagne de sensibilisation pour le retour à l'école. Photo : TGH

et accompagnées par les équipes pour la gestion du fonctionnement des écoles. Des campagnes de sensibilisation sur le retour à l'école sont animées dans chaque village.

Au Kurdistan irakien, pour la deuxième année consécutive, le *Learning center* cogéré par TGH et son partenaire Jord (Judy Organization for Relief and Development), a pris en charge 500 enfants et adolescents déscolarisés, syriens et irakiens, dans l'objectif de leur permettre d'intégrer les écoles ordinaires kurdes. Les enfants et adolescents souffrant de troubles psychiques ont également pu bénéficier d'une prise en charge thérapeutique. ■



Kurdistan irakien – Daratoo – Learning center. Photo : Pascal Maillard / TGH

L'éducation en situation de crise

Lorsqu'une crise survient – qu'elle résulte d'un conflit, d'une catastrophe naturelle ou sanitaire – la première victime structurelle est souvent l'éducation. 30% des enfants en âge scolaire en sont privés¹, alors qu'elle s'avère primordiale pour leur présent et leur avenir, mais aussi pour leur pays.

Pour leur présent, car l'école peut offrir un environnement sécurisé et apporter aux enfants - et à leurs familles - l'assistance sociale et psychosociale nécessaire pour surmonter les traumatismes subis, et parce qu'elle est cruciale pour le bon déroulement des autres actions (santé, hygiène...).

Pour leur avenir, car sans acquisition de connaissances, ces générations seront vulnérables aux dangers sociétaux (radicalisation, recrutement par les groupes armés, exploitation par le travail, mariages et grossesses précoces...).

Pour leur pays, car l'éducation crée le socle de la croissance, de l'amélioration des conditions de vie, et surtout protège de la répétition des cycles de violence.

Les bailleurs prennent de plus en plus conscience de l'importance de maintenir le droit fondamental à l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongées. Lors du Sommet mondial d'Oslo sur l'éducation pour le développement en juillet 2015, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, a appelé les États membres de l'organisation à donner davantage de fonds pour l'éducation, et a évoqué la création d'un



Kurdistan irakien – Gouvernorat d'Erbil - Ecoles accueillant des enfants réfugiés syriens. Photo : Marion Colin de Verdière / TGH

fonds humanitaire d'urgence pour assurer l'éducation des enfants victimes de conflits. L'Union Européenne a décidé d'utiliser l'argent du Prix Nobel de la Paix 2012 à «transformer les enfants de la guerre en enfants de la paix»², et d'augmenter la part des fonds humanitaires de l'UE pour l'éducation des enfants en situation d'urgence à 4% du budget global.

TGH, depuis sa création, a toujours inclus dans ses interventions des actions liées à l'éducation et à la formation, accompagnées le plus souvent de volets portant sur les aspects sociaux (sociabilisation, soutien aux familles) ou psychosociaux (thérapie par l'expression ou le dessin, soutien des enseignants...). Ces nouveaux financements ont accru l'engagement de TGH auprès d'enfants syriens et irakiens réfugiés et déplacés dans le nord de l'Irak, mais aussi auprès d'enfants de la rue en République Centrafricaine et en République du Congo. ■

¹ L'éducation en situations d'urgence et crises prolongées - Document de référence pour le Sommet d'Oslo sur le développement de l'éducation juin 2015 - The Overseas Development Institute.

² L'initiative des Enfants de la Paix de l'UE finance des projets humanitaires à destination des enfants vivant dans les régions affectées par les conflits. Initialement dotée de 2 M€, l'initiative à fin 2015 était financée à hauteur de € 23 712 500.



EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

Créé en août 2003, le pôle Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) de Triangle Génération Humanitaire a développé une expertise technique avancée, mise en œuvre quotidiennement pour fournir des services publics vitaux à des populations en grande précarité.

Cette notion de service public - si familière dans nos pays et particulièrement en France - n'est malheureusement pas une réalité dans les pays où TGH intervient. Que ce soit en situation de crise ou dans des contextes plus stables, les populations sont bien souvent livrées à elles-mêmes pour s'approvisionner en eau, généralement en quantité et qualité insuffisantes. Elles n'ont pas accès à un assainissement digne, et ne bénéficient que trop rarement des produits de première nécessité permettant une hygiène adaptée.

Durant ses nombreuses années d'intervention dans des pays aussi différents que la Corée du Nord, le Soudan ou encore le Laos, TGH a su capitaliser l'expérience nécessaire pour définir les besoins des populations et leur fournir une aide adaptée. La pérennité des infrastructures dépend de l'implication des populations, et

TGH développe autant que possible une approche participative pour favoriser une structuration locale qui garantira l'exploitation et la maintenance.

Les interventions de TGH en 2015 se sont construites sur ce constat, même s'il n'est pas toujours facile de déployer les actions qui en découlent dans des pays dévastés par des crises. Plus de 220 000 personnes ont bénéficié quotidiennement d'un accès à 3 170 m³ d'eau potable à proximité de leur domicile, plus de 6 600 latrines ont été construites ou réhabilitées, et des actions de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène ont été systématiquement dispensées, parfois accompagnées de distribution de biens de première nécessité en lien avec l'hygiène corporelle.

L'action s'est déployée en grande partie dans des situations d'urgence.

Au Népal, en raison des conséquences dramatiques pour les populations et les infrastructures des tremblements de terre du printemps 2015, où TGH a fourni aux populations du district de Kavrepalanchok une assistance en EHA.



Népal – Distribution de bidons pour les populations victimes des tremblements de terre. Photo : Thomas Boudant / TGH



République Centrafricaine – Activités de sensibilisation à l'hygiène pour des enfants déplacés. Photo : TGH

En République Centrafricaine, où le dispositif d'urgence a dû être renforcé suite aux différents incidents survenus durant le deuxième semestre et aux nombreux mouvements de populations en découlant, qui ont imposé la construction en urgence de latrines, de points d'eau alimentés par camions-citernes et la distribution de produits d'hygiène de première nécessité.

Au Soudan, où la recrudescence d'incidents sécuritaires a provoqué le déplacement de milliers de personnes nécessitant un important dispositif de réponse d'urgence en parallèle d'actions de consolidation et d'amélioration des compétences et des moyens des acteurs EHA locaux.



Laos – Sensibilisation à l'hygiène par le théâtre. Photo : Amandine Arduin / TGH



Soudan – Darfour – Construction d'un château d'eau. Photo : TGH

Au Laos et en Corée du Nord, où - dans l'optique de pérenniser les ouvrages issus de la construction d'infrastructures d'accès à l'eau et d'assainissement réalisée par les communautés elles-mêmes - TGH intervient à plusieurs niveaux : au niveau local (en formant les populations aux bonnes pratiques d'hygiène et à la bonne utilisation des infrastructures EHA) et au niveau départemental, voire national, pour améliorer les compétences et les moyens des organes en charge des problématiques d'eau et d'assainissement. ■



GÉNIE CIVIL & CONSTRUCTION

16

Créée en 2010, la cellule Génie civil et Construction assure l'expertise dans le domaine de la construction d'ouvrages, présents dans la majorité des programmes mis en œuvre par Triangle Génération Humanitaire, tant en situation d'urgence que de reconstruction ou de développement.

triangle génération humanitaire rapport d'activité 2015



Algérie – Dakhla – Maison écroulée à la suite des inondations d'octobre 2015. Photo : TGH

Les activités de construction couvrent une grande variété d'ouvrages, de la réhabilitation à la création de nouvelles structures, en génie civil (ponts, routes...) ou bâtiment (maisons, écoles, bâtiments agricoles...).

Dans bon nombre de programmes, les activités de construction permettent de relier les différentes thématiques abordées dans l'approche intégrée conduite par TGH, et d'améliorer l'impact des actions dans les divers secteurs d'activités. Chacune de ces thématiques bénéficie d'une expérience importante et très variée, basée sur la grande diversité d'actions menées depuis de nombreuses années dans différents pays.

Du fait de sa transversalité, la cellule Génie civil et construction a aussi dé-

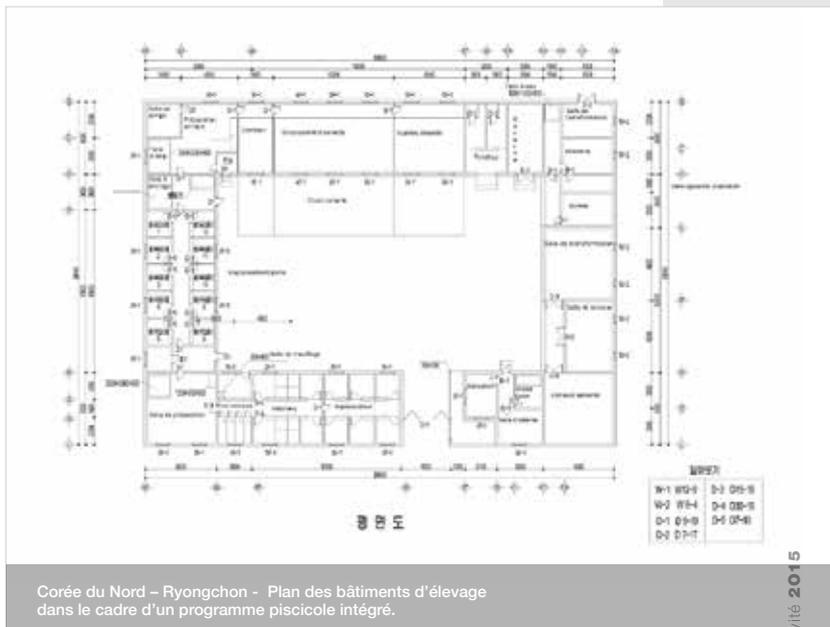
veloppé d'autres composantes et outils utilisés dans les différents secteurs d'intervention de TGH. Lors de l'année 2015, l'utilisation de Systèmes d'Information Géographique (SIG) dans le suivi des programmes et de tablettes numériques pour la saisie de données sur le terrain s'est généralisée.

L'année 2015 aura été principalement marquée par les tremblements de terre survenus **au Népal** en avril et mai, où la cellule Génie civil et construction a participé à une mission d'évaluation dans les districts de Bhaktapur, Kavrepalanchok, et Sindhupalchok. Un programme d'urgence axé sur la construction d'infrastructures temporaires (latrines, abris) et la reconstruction (bassins de stockage d'eau, latrines publiques, structures communautaires) a été développé dans 3 villages, pour 4 940 bénéficiaires.

D'autres travaux d'urgence ont été réalisés, en particulier la reconstruction d'habitations pour 370 familles **dans les camps sahraouis**, suite aux inondations survenues en octobre.

Dans le domaine de la réduction des risques, TGH a mis en œuvre plusieurs ouvrages en maçonnerie et en gabions pour protéger de l'érosion des canaux d'irrigation et des routes **en Birmanie** et **au Népal**. Ce programme a été accompagné **en Birmanie** d'une cartographie des zones à risques afin de sensibiliser la population, en particulier vis-à-vis de la protection des ressources naturelles.

En République Centrafricaine, la cellule Génie civil et construction est principalement intervenue dans le domaine de la reconstruction, en particulier à Bambari suite aux événements qui affectent la région depuis fin 2012.



Plusieurs études et ouvrages se sont déroulés dans le domaine du développement **en République du Congo, au Laos** et **en Corée du Nord**. Le transfert de compétence mis en place il y a plusieurs années a favorisé l'adaptation des designs et méthodes des constructions réalisées en coopération avec des bureaux d'études et partenaires locaux, afin de répondre au mieux aux besoins, tout en privilégiant des dispositions limitant les frais d'entretien et de maintenance.

La construction de canaux d'irrigation en briques **au Laos**, de bâtiments d'élevage à isolation renforcée **en Corée du Nord** ou d'infrastructures parasismiques **au Népal** sont des exemples concrets de solutions adaptées aux besoins des bénéficiaires, en lien avec leurs capacités de maintenance et de répliation. ■





QUELQUES EXEMPLES DE MISE EN ŒUVRE DE NOTRE EXPERTISE





“ Programmes d'appui aux personnes âgées, amélioration de la sécurité alimentaire et renforcement des capacités ”

Triangle Génération Humanitaire intervient depuis 2004 pour les personnes âgées en Corée du Nord, en collaboration avec KFCFA (*Korean Federation for Care of the Aged*), partenaire historique pour l'ensemble des programmes du secteur.

Considérée localement comme une organisation non étatique, KFCFA est néanmoins présidée par le ministre du Travail. L'entrée partenariale a d'autant plus d'intérêt et constitue un enjeu primordial dans ce pays où l'intervention extérieure dans le secteur de l'action sociale et l'accès direct aux bénéficiaires sont très limités. TGH est la seule ONG qui agit auprès de cette population cible. L'approche proposée, alliant réponses d'urgence et interventions sur le développement, se concrétise par un double mode d'intervention : appui direct à l'amélioration des conditions de vie dans les maisons de retraite et renforcement des capacités du Comité Central de KFCFA et de ses instances décentralisées.

TGH intervient dans des maisons de retraite d'État (24 OPH - *Old People Home* - réparties sur le territoire) qui accueillent environ 7 200 personnes âgées n'ayant pas de famille en mesure de les accueillir à leur domicile. L'isolement géographique et les difficultés rencontrées par le système exposent cette catégorie de la population à des risques importants (insécurité alimentaire,



Corée du Nord – Sinwon – Maison de retraite. Photo : TGH

manque d'accès à l'eau, à l'hygiène et aux soins médicaux), même si le gouvernement est censé subvenir à leurs besoins vitaux. TGH entretient un partenariat étroit avec la Coopération Française dans le cadre de l'AAP (Aide Alimentaire Programmée), améliore la nutrition des personnes âgées grâce à la distribution de riz dans l'ensemble des OPH pendant la période de soudure (de mars à mai) et soutient les capacités de production agricole. Certaines OPH ont été équipées en serres et machines de transformation alimentaires (nouilles, tofu...) pour la consommation des résidents, et les équipes locales ont reçu des formations adaptées (hygiène, nutrition et utilisation des équipements). Le partenariat EuropeAid¹ et SDC (Coopération Suisse) permet aux OPH de bénéficier d'un approvisionnement en médicaments et équipements médicaux, ainsi que d'équipements récréatifs. Considérant qu'une amélioration durable de l'aide implique le renforcement de la société civile, TGH intervient – par le biais du Programme NSA (Non State Actor) d'EuropeAid – sur la consolidation des capacités, et l'appui aux actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès des différents acteurs concernés. Le programme

Corée du Nord – Munchon. Personnes âgées en maison de retraite. Photo : TGH



¹ • Commission européenne - Direction générale du développement et de la coopération





Corée du Nord – Pyongyang – Formation à la gestion de projet (module : suivi et évaluation). Photo : TGH

a accompagné la révision de la stratégie nationale pluriannuelle, la création et la diffusion de matériel de sensibilisation (brochure sur les activités physiques et sportives) ou encore l'organisation d'un workshop dédié à la maladie d'Alzheimer (encore peu identifiée en Corée du Nord) lors de la journée mondiale des personnes âgées le 1^{er} octobre.

KFCA est très demandeur de toute forme d'échange de bonnes pratiques avec l'extérieur. Grâce au programme NSA, TGH a mis en place plusieurs dispositifs de renforcement en gérontologie, à différentes échelles : voyage d'étude et participation à des conférences thématiques internationales (Chine, Inde, Thaïlande) pour des membres du comité central, formations décentralisées auprès des comités provinciaux et soignants des OPH. Des formations en gestion de projet, utilisation d'outils de suivi dans la gestion quotidienne, et recherche de

financement ont été dispensées pour renforcer les capacités de KFCA.

En s'appuyant sur la consolidation du partenariat et la confiance construite dans le temps, TGH a pu instaurer des modules de formation sur des thématiques nouvelles, comme l'inclusion sociale en général et des personnes âgées en particulier, la notion de bénévolat, et les services à domicile. À la demande de KFCA, ces modules, d'abord dispensés auprès du comité central, sont actuellement décentralisés dans les provinces.

Dans un contexte où le mode relationnel est très encadré, les actions de formation représentent une véritable opportunité pour les collaborations à venir (meilleure connaissance des pratiques locales, du fonctionnement, des attentes), par leurs échanges constructifs, liés notamment à la diversité des profils des personnes qui en bénéficient.

Les nouveaux enjeux à venir en RPDC concerneront les personnes âgées hors maisons de retraite, la notion de soins à domicile, et la possibilité de mettre en place des structures d'accueil multiservices. ■

Marie-Line De Bortoli

Cheffe de projet renforcement des capacités partenaires

Entre 2004 et 2007, TGH a développé dans 6 OPH plusieurs programmes axés sur la réhabilitation des infrastructures d'accueil des personnes âgées et l'amélioration de leurs conditions de vie, financés par *le service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne (ECHO)* et l'agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA). Plusieurs bâtiments ont été réhabilités : isolation des parois, mise en place de systèmes de chauffage, création de salles d'eau et de latrines, réparation des toitures, réfection des cuisines et des salles communes, aménagements pour personnes à mobilité réduite... Des serres ont été construites, du matériel agricole et des machines de transformation alimentaire ont été distribués et le personnel formé à leur utilisation, afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Des distributions de matériel médical et de médicaments, et des formations spécifiques en lien avec les pathologies des personnes âgées ont été réalisées. Les actions actuelles s'inscrivent dans la continuité de ces actions passées.



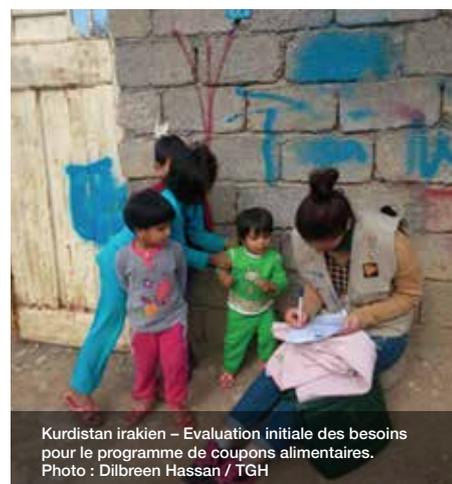
Thaïlande – ChangMai – Conférence IAGG (International Association of Gerontology and Geriatrics). Photo : KFCA



C'est une jeune femme, ou une personne âgée, elle a la peau claire, mais parfois foncée, elle vient généralement seule ou avec ses enfants. Il est habillé à l'occidentale ou en costume traditionnel, il parle un très bon anglais, ou parvient tout juste à signer la liste de distribution. Ils sont discrets et reconnaissants, ou agités et menaçants quand ils n'ont pas reçu l'aide espérée... Ainsi sont les bénéficiaires, multiples et singuliers, tout comme leurs besoins.

“ À contre-courant des programmes « one size fits all », l'action humanitaire singularise aujourd'hui les bénéficiaires pour maximiser leur liberté et leur autonomie. Si les distributions de kits standards restent parfois pertinentes dans certains contextes (approvisionnement des marchés et urgence des distributions), l'individu, acteur et libre de ses choix, reprend place au centre des interventions. ”

Comme au Kurdistan irakien, où Triangle Génération Humanitaire met en place des programmes de distribution de coupons alimentaires et de cash. En partenariat avec des magasins locaux, le projet de sécurité alimentaire permet aux bénéficiaires d'échanger leurs coupons contre des denrées alimentaires, et d'adapter leurs choix à leurs besoins et envies propres. Ils ont participé à la définition de



Kurdistan irakien – Evaluation initiale des besoins pour le programme de coupons alimentaires. Photo : Dilbreen Hassan / TGH

la liste des produits autorisés, qui a été complétée au fil des trois distributions. Résultat : peu de cas de revente identifiés et une amélioration nette de la situation nutritionnelle des ménages¹. **Ici, les familles sont maîtresses de leur consommation, et peuvent décider de la composition de leurs repas.**

boursement de dettes, achat de produits alimentaires, frais médicaux... mais en contrepartie, l'enfant doit aller quotidiennement à l'école. La scolarisation reprend une importance primordiale, qu'elle peut difficilement tenir lorsque les foyers ne sont pas en mesure de couvrir leurs dépenses quotidiennes de base.

Ces programmes ne font après tout que redonner un pouvoir décisionnaire à celui qui connaît le mieux les besoins : le bénéficiaire lui-même. ■

Juliette Guegan

Cheffe de projet « cash assistance »



Kurdistan irakien – Enfant bénéficiaire du programme de coupons alimentaires. Photo : Sami Bilal / TGH

La scolarisation des enfants s'inscrit également dans cette dynamique : les familles syriennes se voient remettre directement du cash, à la condition que leurs enfants aillent à l'école. Les familles sont libres de dépenser l'argent reçu en fonction de leurs priorités : loyer, rem-



Kurdistan irakien – Echange de coupons alimentaires contre de la nourriture. Photo : Juliette Guegan / TGH

1 • Le Score moyen de Consommation Alimentaire est passé de 38,4 en début de programme à 68,2 à l'issue de la dernière distribution.



“ Le Konjac, plante providentielle de Matupi ”



État du Chin, Birmanie

Présente en Birmanie depuis fin 2007, Triangle Génération Humanitaire est tout d’abord intervenue en 2008 dans la région du Delta suite aux dégâts causés par le passage du cyclone Nargis, avant d’orienter ses projets successifs dans la relance économique et le soutien aux enfants handicapés en zone urbaine et périurbaine.

À partir de fin 2012, TGH a étendu son action en zone rurale, dans l’État du Chin, région montagneuse et particulièrement isolée dont la population présente le taux de pauvreté le plus élevé du pays, et dépend essentiellement des activités agricoles pour sa subsistance.

TGH, appuyée par un partenaire local, a alors débuté un cycle de plusieurs programmes d’amélioration de la sécurité alimentaire et des capacités de résilience des paysans, plus précisément dans la partie sud de l’État, au sein du canton de Matupi.



Birmanie – Cawng Thia – Récolte de Konjac sauvage. Photo : TGH

La découverte du Konjac

Le riz étant la principale denrée de l’alimentation locale, les systèmes de culture de la région de Matupi s’articulent essentiellement autour de la culture traditionnelle de riz pluvial par abattis-brûlis et - depuis son introduction dans les années 70 - par riziculture irriguée (de bas-fond ou aménagée en terrasse). Pour renforcer les capacités de résilience des paysans, TGH s’est en premier lieu attachée à sécuriser les moyens de production rizicoles, en construisant des canaux d’irrigation, en installant des clôtures en limite des espaces cultivés, et en donnant accès aux paysans

à la mécanisation (motoculteurs et motopompes). Cependant, dès leurs premières visites dans la zone d’intervention, les équipes de TGH ont découvert une plante à l’apparence proche de celle de l’igname, dont les “bulbes” étaient coupés en tranches et séchés au soleil. Plante sauvage, communément appelée “igname d’éléphant”, elle pousse à partir d’un rhizome pouvant mesurer jusqu’à plusieurs dizaines de centimètres de diamètre. Le bulbe était récolté dans la forêt par quelques villageois, tranché puis séché, mais non consommé. À cette période, un certain mystère entourait cette plante habituellement ignorée par la population locale, mais pour laquelle des marchands (intermédiaires en provenance des régions centrales du pays) proposaient un prix d’achat très attractif. Les villageois n’avaient pas la moindre idée de la destination de ce produit, ni même de son possible usage...

Une transition précipitée

TGH a entrepris une étude filière début 2014, dont les premières conclusions ont indiqué qu’il s’agissait de Konjac, une plante qui pousse naturellement en Asie du Sud-est, à laquelle l’écosystème du sud de l’État du Chin offre des conditions de culture permettant d’obtenir un produit de qualité supérieure. Sa forte concentration en fibre gluco-



Birmanie – Kace – Séchage du Konjac. Photo : TGH

mannane, à laquelle on attribue de nombreuses propriétés alimentaires - dont celle de participer à la perte de poids - en font un produit attractif pour les marchés japonais et chinois. Le gouvernement birman ayant supprimé la taxation du produit, les grossistes proposaient un prix élevé, encourageant un grand nombre de villageois à collecter et sécher le rhizome.

En seulement trois ans, la plante auparavant délaissée s'est imposée comme la principale (et quasi exclusive) culture de rente des exploitations de Matupi. Un tel bouleversement ne pouvait être sans conséquence, et ce soudain et général intérêt pour le Konjac a eu un impact considérable sur les ressources naturelles locales.

Une domestication nécessaire

Tous les ménages de Matupi se sont engagés dans la cueillette de rhizomes sauvages, et en quelques mois la plante n'était pratiquement plus observée dans son milieu naturel. Les premiers paysans ont alors essayé de cultiver le Konjac dans leurs propres parcelles, mais son complexe cycle de culture était méconnu, et le manque de semences constituait le principal frein au développement de sa production. TGH, convaincue tant par le caractère incontournable que par le potentiel important de cette culture de rente, a alors décidé de soutenir sa production.

Durant les deux années écoulées, les équipes ont sensibilisé et formé 35 groupes de nouveaux producteurs de Konjac aux techniques de culture et de production des semences, tout en leur fournissant des outils de tranchage adaptés afin d'améliorer la qualité du produit séché.

Aujourd'hui, le résultat de cette production est tel que les profits dégagés annuellement par la vente de rhizomes séchés constituent la principale source de revenu des ménages, leur permettant de lutter efficacement contre le phénomène d'endettement chronique.

L'impact positif de cette domestication dépasse sa seule considération économique, puisqu'elle a également induit



Birmanie – Hattu – Formation à l'utilisation des trancheurs. Photo : TGH

la protection de nouveaux espaces, souvent gagnés sur des surfaces traditionnellement contraintes aux techniques d'abattis-brûlis.

Les parcelles nouvellement valorisées représentent une opportunité importante d'investissement pour les paysans, qui n'hésitent pas à associer d'autres plantes et arbres (fruitiers et de construction) dans ces espaces protégés, et préservent ainsi les ressources naturelles tout en luttant efficacement contre l'érosion et les glissements de terrain. À travers son succès économique, la culture de Konjac représente une alternative concrète et rentable à l'éprouvant système agraire par abattis-brûlis, peu productif et dommageable pour l'environnement.

Une popularisation en cours

La production de Konjac des paysans de Matupi, tout comme le projet de TGH en Birmanie, peuvent sembler exotiques et lointains à la lecture de cette présentation. La précieuse fibre de glucomannane a pourtant déjà fait son entrée sur le territoire français : les produits alimentaires dérivés du Konjac, nouvel allié des cures amincissantes, se développent activement au-delà des marchés chinois et japonais, et le riz ou les tagliatelles de Konjac sont présents au rayon diététique de la plupart des grandes enseignes à travers la planète.

Le Konjac, peut-être encouragé par une Birmanie en transition, tend donc à s'installer dans nos assiettes comme dans celles des habitants de Matupi : ces derniers font d'ailleurs preuve d'une grande créativité à l'introduction du rhizome dans les recettes locales, et prennent un plaisir certain à les proposer en exclusivité aux équipes TGH en visite terrain ! ■

Marc Le Quentrec

Chef de Mission



Exemples de produits issus du Konjac (marché français) – Photo : TGH

“ Sensibiliser et former durablement les populations : le défi du projet Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) ! ”

Beaucoup retiennent d'un projet EHA le nombre de forages (« Eau ») ou encore le nombre de latrines construites (« Assainissement »), sans prendre en compte la partie « Hygiène » du projet, tout aussi importante. Les constructions sont des portes d'entrée pour aller plus loin dans l'amélioration durable des conditions de vie des populations locales en délivrant d'autres messages, jamais ou peu diffusés auparavant au sein de la population ciblée.



Laos – Ben Lai – Forage. Photo : TGH



Laos – Ben Lai Nong Nyo – Forage. Photo : TGH

Quelle utilité a un accès à l'eau si elle n'est pas convenablement utilisée ? Quels bienfaits apportera une latrine sans un lavage des mains correct à sa sortie ? Et pour aller plus loin, quelle sera la durée de vie d'un forage sans technicien pour effectuer la maintenance ? Tout l'enjeu du projet EHA consiste à faire comprendre et accepter ces nouveaux gestes d'hygiène et à conserver durablement les infrastructures ...

Au Laos, Triangle Génération Humanitaire met en œuvre depuis 2014 - dans 15 villages composés de minorités ethniques Lao Teun du district de Bualapha - son premier programme EHA, divisé en deux phases, l'une ciblant 7 villages et la seconde les 8 autres villages.

Une compréhension du mode de vie local longue et indispensable

TGH a été soucieuse d'adapter l'ensemble des activités EHA au contexte local, et en particulier la sensibilisation à l'hygiène.

L'enquête CAP¹, l'observation de la population et des discussions informelles sur le mode de vie et les croyances ont permis d'atteindre un premier niveau de compréhension (« premier », car la compréhension totale du mode de vie des populations ciblées nécessiterait une étude anthropologique approfondie).



Laos – Ban Nam Ok Hou – Séance APTC.
Photo : TGH



Laos – Ban Mai Vangneuk – PHAST – Explication du Tippy Tap (robinet artisanal). Photo : TGH



Laos – Ban Lai – PHAST à l'école – « Route de transmission ». Photo : TGH

Les femmes, par exemple, n'ont aucun statut dans cette société. Il a par conséquent été difficile de les intégrer dans les comités de gestion EHA, puisque les membres doivent obligatoirement avoir une posi-

tion dans le village. Après discussion avec les leaders (hommes), TGH a finalement pu intégrer les femmes (garantes de l'hygiène au sein du foyer) en tant que « vice-responsables hygiène ».

Diversifier les méthodes de sensibilisation pour un meilleur impact

Une diversification des moyens de sensibilisation a été choisie pour répéter les principaux messages d'hygiène. Les bases théoriques et les conséquences d'une mauvaise hygiène ont été exposées à la population par des méthodes classiques de sensibilisation (méthode APTC², inscrite dans la politique nationale ou PHAST³). Le caractère participatif de ces séances (échange constant de questions-réponses), implique les villageois ou les élèves dans les écoles, et les familiarise sans gêne ou peur avec les thèmes abordés.

Une approche plus humoristique par le théâtre, ou ludique par la peinture de panneaux de sensibilisation



Laos – Ban Mai Vangneuk – Représentation théâtrale - Compagnie Khao et habitants du village. Photo : TGH

a également été proposée. L'enthousiasme suscité par ces activités souvent inédites dans la zone attire les villageois, et les messages d'hygiène sont diffusés plus « légèrement » que lors des séances PHAST.

Enfin, des panneaux de sensibilisation ont été installés près de chaque point d'eau, offrant aux messages d'hygiène une place permanente et visuelle dans le village.



Laos – Ban Vangneuk – Forage et panneaux de sensibilisation à l'hygiène. Photo : TGH

- 1 • *Connaissances Attitudes Pratiques*
- 2 • *Assainissement Total Piloté par la Communauté*
- 3 • *Participatory Hygiene and Sanitation Transformation*
- 4 • *Croix Rouge Française*





Laos – Ban Vangngeuk – Explication de la construction d'une latrine aux membres du Comité EHA. Photo : TGH

Laos – Ban Namtuy – Latrine équipée d'un Tippy Tap (robinet artisanal). Photo : TGH



Impliquer les villageois et les autorités locales pour une meilleure durabilité des activités

Pour mettre en œuvre la sensibilisation au plus proche de la politique nationale, TGH a travaillé en collaboration avec les autorités locales et le ministère de la Santé.

Au niveau local, TGH a repris l'équipe d'animateurs composée de 6 personnes issues de différents services des autorités locales mise en place par la CRF⁴ pour un projet similaire dans le même district. Les acteurs - et leurs sensibilités - sont ainsi intégrés au programme EHA, et leurs compétences sont renforcées, en particulier sur les méthodes ATPC et PHAST, mais aussi par des formations plus techniques (entretien d'une pompe Afridev). Les autorités deviennent concrètement l'un des piliers de la durabilité des actions entreprises. Les villageois, dans les comités de gestion EHA créés et formés dans chaque village, sont également impliqués dans les activités, afin de garantir une appropriation plus rapide des infrastructures et des connaissances acquises.

Les villageois intéressés ont pu eux-mêmes construire leur latrine, avec les matériaux fournis par TGH (pour la fosse uniquement).

Capitaliser pour une amélioration constante de l'intervention

TGH développe son programme EHA dans une zone où peu de projets similaires ont été mis en place auparavant. Peu d'informations, et surtout peu de capitalisation étaient disponibles avant l'intervention.

La décomposition du programme en deux phases a permis d'améliorer les activités de la seconde en tirant les leçons de la première : les difficultés rencontrées ont pu être analysées et anticipées.

Dans la seconde phase du projet par exemple, les membres du comité sont directement impliqués dans la formation à l'hygiène de leur village lors des réunions réalisées par les animateurs TGH. Ils pourront ainsi faire passer les messages dans leur langue (le Tri), avec leur propre manière d'expliquer.

La sensibilisation-formation mise en place dans le projet EHA au Laos a pris peu à peu forme grâce à l'implication de différents partenaires (autorités et villageois), et à la diversité des médias utilisés. L'intervention continuera d'être affinée au fil des activités et des retours sur expériences capitalisés.

LES PROGRAMMES EN COURS EN 2015



ALGÉRIE

Depuis 16 ans, Triangle Génération Humaine soutient la population sahraouie, réfugiée dans des camps au sud-ouest du désert algérien. Les réfugiés de cette crise oubliée vivent depuis 40 ans dans cinq camps principaux (wilayas) et n'ont qu'un accès très limité aux ressources extérieures. L'aide humanitaire internationale reste donc une nécessité pour répondre à leurs besoins de base. Dans ce contexte, avec le soutien financier de la Direction Générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), de l'agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et du fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), TGH met en place des activités multisectorielles dans les secteurs de la santé et de la logistique.

Dans le secteur de la santé, TGH apporte son soutien aux personnes en situation de handicap à travers la distribution de matériel améliorant le confort et la mobilité des bénéficiaires, tout en délivrant des formations aux personnels spécialisés des centres de santé (physiothérapeutes). Du matériel médical spécialisé et des formations sont également fournis à l'hôpital public de Smara.

Une unité de production de savon nouvellement implantée au sein du camp de Rabouni est opérationnelle et permet de compléter les kits hygiène que TGH distribue aux familles les plus vulnérables. Une unité de production d'eau de Javel permet quant à elle d'approvisionner les centres de santé.

Dans le secteur de la logistique, TGH est responsable de l'entretien des générateurs et de la flotte de véhicules humanitaires en charge d'assurer l'approvisionnement en eau et en biens non alimentaires dans les cinq wilayas. Un atelier mécanique et une équipe nationale qualifiée permettent d'assurer au quotidien le bon fonctionnement de ce service logistique. Mi-octobre 2015, les cinq camps de réfugiés sahraouis ont été touchés par des pluies diluviennes provoquant des inondations et des dégâts matériels. Les habitations construites en terre ainsi que les tentes traditionnelles ont été sévèrement endommagées du fait de leur faible capacité de résistance aux fortes précipitations, et les denrées alimentaires disponibles ont été perdues.

TGH a apporté un soutien immédiat par la distribution de produits alimentaires de première nécessité et de produits d'hygiène. Dans un second temps, grâce au soutien d'ECHO, TGH a démarré un programme de construction de nouveaux logements plus résistants aux intempéries à destination des 370 familles ayant en leur sein une personne en situation de handicap ou âgée dépendante. Un soutien est aussi apporté à toutes les familles présentes sur les camps à travers une distribution de dattes en complément du panier alimentaire de base.



Algérie – Région de Tindouf – Camps de réfugiés sahraouis. Photo : TGH



ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS SAHRAOIS VULNÉRABLES VIVANT DANS LES CAMPS AU SUD DE TINDOUF

Bénéficiaires : 90 000 personnes

Durée : 12 mois (05/2014 - 05/2015)

Budget global : 580 000 €

Financement : ECHO - Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne

Partenaires : MASPf - Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion des Femmes, Ministère de l'eau, Ministère de l'équipement

ASSISTANCE AUX GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES DES RÉFUGIÉS SAHRAOIS DE LA RÉGION DE TINDOUF

Bénéficiaires : 90 402 bénéficiaires directs

Durée : 12 mois (01/01/2015 - 31/12/2015)

Budget global : 2 603 638 USD

Financement : UNHCR – Agence des Nations Unies pour les réfugiés

Partenaires : Ministère des Affaires Sociales et de Promotion de la Femme, Ministère de l'équipement, Ministère de la Santé, Département de l'eau

ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS SAHRAOIS VULNÉRABLES VIVANT DANS LES CAMPS AU SUD DE TINDOUF

Bénéficiaires : 90 000 personnes

Durée : 14 mois (01/01/2015 - 29/02/2016)

Budget global : 950 000 €

Financement : ECHO - Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne

RÉPONSE D'URGENCE ET DE RECONSTRUCTION AUPRÈS DES POPULATIONS SAHRAOIES AFFECTÉES PAR LES PLUIES TORRENTIELLES AYANT TOUCHÉ LES CAMPS SITUÉS DANS LE SUD-OUEST DE L'ALGÉRIE - RÉGION DE TINDOUF

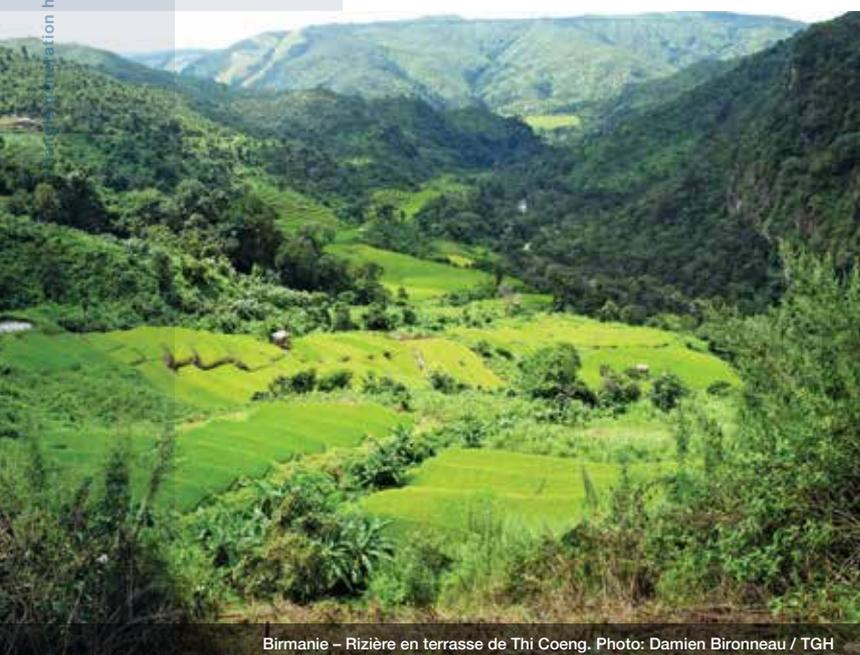
Bénéficiaires : 57 205 personnes

Durée : 4 mois (11/2015 – 03/2016)

Budget global : 425 000 €

Financement : ECHO - Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne

BIRMANIE



Birmanie – Rizière en terrasse de Thi Coeng. Photo: Damien Bironneau / TGH

Plusieurs évaluations réalisées durant l'année 2007 ont amené Triangle Génération Humanitaire à ouvrir une mission en Birmanie en décembre de cette même année, avec pour ambition de réaliser des actions d'aide d'urgence et de développement suite au passage du cyclone Nargis, qui a gravement touché le sud-ouest du pays (le Delta).

En Birmanie, l'accès aux denrées alimentaires demeure une difficulté quotidienne pour une large part de la population du pays. TGH a donc engagé une première action de soutien à la relance de la riziculture, et des activités génératrices de revenus dans plus d'une quarantaine de villages du Delta. D'autres actions ont ensuite été déployées pour améliorer les conditions de vie des populations de Dala (banlieue sud de Rangoon) et la qualité et l'accès aux services destinés aux enfants handicapés dans trois localités du pays, en partenariat avec des associations birmanes.



Depuis octobre 2012, TGH mène des programmes d'amélioration de la sécurité alimentaire en augmentant la production agricole des familles vulnérables (sur financement du Comité interministériel d'aide alimentaire (CIAA), de l'Agence Française de Développement (AFD), de la Fondation de France et de la Fondation Lord Michelham of Hellingly) dans la zone montagneuse et enclavée de Matupi au sud de l'État de Chin (ouest du pays). TGH travaille à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales isolées.

AMÉLIORATION DE LA NUTRITION ET DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE DES POPULATIONS VULNÉRABLES VIVANT DANS LES VILLAGES ISOLÉS DU CANTON DE MATUPI, DANS L'ÉTAT DU CHIN

- Bénéficiaires :** 10 026 personnes
- Durée :** 13 mois (01/03/2015 - 31/03/2016)
- Budget global :** 200 000 €
- Financement :** CIAA - Comité interministériel de l'Aide Alimentaire du Ministère français des Affaires étrangères
- Partenaires :** AYO (Ar Yone Oo – ONG Birmane)

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS RURALES ISOLÉES DE L'ÉTAT CHIN

- Bénéficiaires :** 3 984 personnes
- Durée :** 30 mois (10/2013 – 03/2016)
- Budget global :** 393 835 €
- Financement :** Agence Française de Développement, Fondation de France, Fondation Lord Michelham of Hellingly
- Partenaires :** AYO (Ar Yone Oo – ONG Birmane)



CORÉE DU NORD

La Corée du Nord a souffert de graves crises alimentaires dans les années 1990. Dans le cadre de l'appel à l'aide internationale lancé par le gouvernement de Corée du Nord en 1997, Triangle Génération Humanitaire a réalisé une mission d'évaluation en 1998, qui a

abouti à la mise en place en 2000 d'un premier programme d'appui au secteur agricole. TGH intervient depuis dans divers domaines. Des programmes de développement agricole et de sécurité alimentaire (réhabilitation de polders, soutien à des fermes coopératives) contribuent à l'amélioration durable de l'état nutritionnel des enfants qui dépendent des institutions sociales. La réhabilitation de systèmes d'adduction d'eau potable et l'amélioration des infrastructures sanitaires permettent l'accès durable à l'eau potable et aux équipements sanitaires pour les habitants de la ville de Sohung, et contribuent à la réduction de la morbidité et de la mortalité



Corée du Nord – Sohung – Accès à l'eau potable. Photo : TGH

des populations les plus vulnérables. TGH intervient également sur l'amélioration des conditions de vie dans les maisons de retraite et soutient une association de promotion des droits des personnes âgées. Enfin, TGH a réhabilité l'école maternelle de Paekhak Dong suite aux pluies torrentielles qui ont causé d'importants dégâts dans le nord du pays entre le 22 et le 25 août 2015.





AMÉLIORATION DE L'ALIMENTATION DES ENFANTS EN ENRICHISSANT L'APPORT EN PROTÉINES ANIMALES

Bénéficiaires : 235 000 personnes

Durée : 48 mois (01/2015 - 12/2018)

Budget global : 1 338 348 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne (75%)

Partenaire : APDRA Pisciculture paysanne

RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES

Bénéficiaires : 3 162 298 personnes

Durée : 27 mois (01/2014 - 03/2016)

Budget global : 666 000 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne (75%), CIAA - Comité interministériel de l'Aide Alimentaire du Ministère français des Affaires étrangères

Partenaire : KFCA – Fédération Coréenne pour la protection des personnes âgées

RÉHABILITATION DE L'ÉCOLE MATERNELLE DE PAKHAK DONG SUITE AUX INONDATIONS DANS LA VILLE DE RASON

Bénéficiaires : 120 enfants

Durée : 1 mois (01/12/2015 – 30/12/2015)

Budget global : 13 000 €

Financement : Ambassade de Grande Bretagne en RPDC

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS DURABLE À L'EAU POTABLE ET AUX ÉQUIPEMENTS SANITAIRES POUR LES HABITANTS DE LA VILLE DE SOHUNG, HWANGHAE DU NORD - PHASE 2

Bénéficiaires : 5 639 personnes

Durée : 10 mois (01/03/2015 - 30/12/2015)

Budget global : 225 201 €

Financement : Oxfam Hong-Kong

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES PERSONNES ÂGÉES EN MAISONS DE RETRAITE

Bénéficiaires : 7 280 personnes

Durée : 18 mois (03/2014 - 08/2015)

Budget global : 385 000 €

Financement : CIAA - Comité interministériel de l'Aide Alimentaire du Ministère français des Affaires étrangères

Partenaires : Maisons de retraite ciblées par le programme, KFCA – Fédération coréenne pour la protection des personnes âgées.

KURDISTAN IRAKIEN

La crise syrienne et la détérioration de la situation sécuritaire en Irak ont provoqué des déplacements massifs de populations dans la région, aboutissant à une crise humanitaire extrêmement complexe. Dans ce contexte, Triangle Génération Humanitaire intervient au Kurdistan irakien depuis 2013 et apporte son soutien aux familles réfugiées syriennes et déplacées irakiennes dans les secteurs éducation et protection, eau hygiène et assainissement, abri/biens non alimentaires et sécurité alimentaire. Dans le domaine de l'éducation, grâce à un soutien financier renouvelé en 2015 de la Direction Générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO) – L'initiative des Enfants de la Paix de l'UE, TGH offre une éducation informelle d'urgence ainsi qu'un soutien psychosocial à 4 860 enfants déplacés irakiens et réfugiés syriens, installés dans la localité de Daratoo, en périphérie d'Erbil (capitale du Kurdistan irakien). En parallèle, avec le soutien financier du fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), TGH soutient la scolarisation des enfants réfugiés syriens





Kurdistan irakien – Enfant déplacé interne. Photo : Pascal Maillard / TGH

à travers la distribution mensuelle d'argent aux familles à la condition que leurs enfants aillent à l'école. Ce programme d'assistance financière aux familles syriennes, réfugiées et vulnérables est une opportunité pour que l'accès à l'éducation redevienne une priorité. Dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, TGH, soutenue financièrement par l'UNICEF, a approvisionné en eau les écoles et les bâtiments publics accueillant les familles irakiennes déplacées et a réhabilité leurs infrastructures sanitaires. Dans le secteur abris / biens non alimentaires, TGH a pu distribuer durant les hivers 2014 et 2015 des kits d'hivernage pour répondre

aux besoins urgents de 184 familles déplacées irakiennes vivant en zone urbaine, dans la localité de Daratoo.

Enfin, dans le secteur de la sécurité alimentaire, TGH a soutenu cette année 735 familles déplacées irakiennes par la mise en place de programmes de distribution de coupons alimentaires. Fondée sur un partenariat avec des magasins locaux, cette action permet aux individus d'échanger leurs coupons contre des denrées alimentaires et d'adapter leurs choix de produits à leurs besoins.

ÉDUCATION D'URGENCE POUR LES ENFANTS SYRIENS RÉFUGIÉS

Bénéficiaires : 286 enfants

Durée : 18 mois (12/2013 - 05/2015)

Budget global : 433 000 €

Financement : ECHO - Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne, OCHA – Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Département du Rhône

Partenaires : JORD - Judy Organization for Relief and Development

AIDE D'URGENCE AUX PERSONNES RÉCEMMENT DÉPLACÉES PAR LES CONFLITS EN IRAK

Bénéficiaires : 184 familles

Durée : 3 mois (11/2014 - 01/2015)

Budget global : 100 000 €

Financement : Centre de Crise du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

PROGRAMME D'URGENCE EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT, SUPPORT AUX PERSONNES DÉPLACÉES DANS LA VILLE D'AINKAWA

Bénéficiaires : 4 500 personnes

Durée : 4½ mois (15/12/2014 - 30/04/2015)

Budget global : 287 733 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

PROTECTION ET ÉDUCATION D'URGENCE POUR LES ENFANTS AFFECTÉS PAR LE CONFLIT

Bénéficiaires : 4 866 personnes

Durée : 14 mois (01/06/2015 - 31/07/2016)

Budget global : 600 000 €

Financement : ECHO - Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne

Partenaire : JORD - Judy Organization for Relief and Development

AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE AUX POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT EN IRAK

Bénéficiaires : 730 familles

Durée : 4 mois (01/09/2015 - 31/01/2016)

Budget global : 300 000 €

Financement : CIAA - Comité interministériel de l'Aide Alimentaire du Ministère français des Affaires étrangères

SCOLARISATION DES ENFANTS RÉFUGIÉS SYRIENS AU KURDISTAN IRAKIEN À TRAVERS UNE ASSISTANCE FINANCIÈRE DIRECTE AUX FAMILLES

Bénéficiaires : 1 487 familles

Durée : 5 mois (05/11/2015 – 05/04/2016)

Budget global : 298 542 USD

Financement : UNICEF



LAOS

En 2000, Triangle Génération Humanitaire, déjà présente dans la sous-région (Vietnam, Corée du Nord), mène une mission d'évaluation au Laos en réponse à un appel à projet de la Commission européenne. Le projet de développement rural intégré dans la Province de Phongsali ne sera pas retenu, mais les contacts privilégiés pris à cette occasion avec les autorités laotiennes favoriseront le bon déroulement d'une seconde mission en juin 2004, dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée établi

entre la Région Rhône-Alpes et la Province de Khammouane. TGH travaille depuis 2005 dans cette province, toujours avec l'appui de la Région Rhône-Alpes, dans le but de soutenir les populations vulnérables de la zone.

Depuis 2013, TGH conduit un programme (actuellement en troisième phase) de renforcement des capacités des autorités locales en matière agricole. Il s'agit de parvenir à l'autosuffisance en riz et à la diversification des cultures en améliorant la sécurité alimentaire et en augmentant l'irrigation de contre-saison. Un second programme, débuté en 2014, vise à fournir à des villages ruraux des infrastructures hydrauliques et sanitaires durables et à former les acteurs locaux à la gestion des points d'eau et à la promotion de l'hygiène.

32



Laos – Activité d'assainissement total piloté par la population. Photo : TGH

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AUTORITÉS LOCALES DANS LA DÉFINITION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR STRATÉGIE D'IRRIGATION AGRICOLE DANS LA PROVINCE DE KHAMMOUANE – PHASE 3

Bénéficiaires : 931 habitants

Durée : 8 mois (01/09/2015 - 30/04/2016)

Budget global : 120 000 €

Financement : Région Rhône-Alpes

Partenaire : PAFo / DA Fo - Services agricoles de la Province et du District

AMÉLIORATION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT SANITAIRE ET DE L'ACCÈS À L'EAU DANS 17 VILLAGES ISOLÉS DU DISTRICT DE BUALAPHA DANS LA PROVINCE DE KHAMMOUANE - PHASE 2

Bénéficiaires : 2 970 personnes

Durée : 12 mois (01/09/2015 – 31/08/2016)

Budget global : 225 000 €

Financement : Région Rhône-Alpes, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Partenaires : Nam Saat - Service gouvernemental laotien de l'environnement et d'accès à l'eau, Comités villageois, Autorités locales du District et de la Province

AMÉLIORATION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT SANITAIRE ET DE L'ACCÈS À L'EAU DANS 17 VILLAGES ISOLÉS DU DISTRICT DE BUALAPHA DANS LA PROVINCE DE KHAMMOUANE - PHASE 1

Bénéficiaires : 2 757 personnes

Durée : 19 mois (03/2014 – 09/2015)

Budget global : 310 000 €

Financement : Région Rhône-Alpes, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Partenaires : Nam Saat - Service gouvernemental laotien de l'environnement et d'accès à l'eau, Comités villageois, Autorités locales du District et de la Province

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AUTORITÉS LOCALES DANS LA DÉFINITION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR STRATÉGIE D'IRRIGATION AGRICOLE DANS LA PROVINCE DE KHAMMOUANE - PHASE 1 & 2

Bénéficiaires : La population de la province de Khammouane

Durée : 32 mois (03/2013 - 10/2015)

Budget global : 298 900 €

Financement : Région Rhône-Alpes

Partenaires : DAFo / PAFo - Services agricoles de la Province et du District



NÉPAL



Népal – Koshidekha – Distribution de kit d'hiver.
Photo : TGH

En avril et mai 2015, le Népal été frappé par deux tremblements de terre dévastateurs. Les séismes et leurs répliques ont causé de nombreux décès, détruit les habitations, infrastructures et moyens de subsistance, et provoqué des déplacements massifs de populations. Forte de son expérience en réponse d'urgence, Triangle Génération Humanitaire a conduit une mission d'évaluation de l'ampleur des besoins des populations népalaises affectées par les séismes. TGH s'est finalement positionnée sur le district de Kavrepalanchok (sud-est de Katmandou), faisant partie des 14 districts les plus touchés. TGH apporte son soutien aux populations pour la restauration des conditions basiques d'hygiène et d'accès à l'eau, et soutient la relance économique dans trois villages. L'action est financée par la Fondation de France et les agences de l'eau Rhône Méditerranée Corse et Adour Garonne.

SOUTIEN D'URGENCE ET DE RELANCE ÉCONOMIQUE DANS LE DISTRICT DE KAVREPALANCHOK

Bénéficiaires : 4 940 personnes

Durée : 12 mois (05/2015 – 04/2016)

Budget global : 315 000 €

Financement : Fondation de France, Région Rhône Alpes, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et Agence de l'Eau Adour-Garonne

Partenaire : ARSOW-Nepal - Association for Rural Social Welfare

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



En 2015, Triangle Génération Humanitaire reste l'une des deux seules ONG internationales intervenant de manière continue en Vakaga, zone particulièrement marginalisée et qui a constitué le point de départ de la rébellion Séléka. Elle y mène des programmes de restauration du système éducatif et de renforcement de la sécurité alimentaire par des distributions de semences et d'outils agricoles, la consolidation des compétences des groupements agricoles et des ménages ciblés, le soutien à l'élevage et à la santé animale. TGH œuvre également à la couverture des besoins en eau potable et à la maîtrise des risques sanitaires.



République Centrafricaine – Forage équipé d'une pompe à motricité humaine. Photo : TGH

TGH intervient pleinement dans la préfecture de la Ouaka, également considérée comme l'une des zones prioritaires de l'action humanitaire. La dégradation du contexte sécuritaire de la préfecture a entraîné la création de dix camps de déplacés, au sein desquels TGH apporte aujourd'hui une assistance d'urgence en eau, hygiène et assainissement ainsi qu'en sécurité alimentaire. Parallèlement, TGH veille à consolider la résilience des communautés vivant sur les axes par des activités plus pérennes, comme la construction et la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques durables (forages et puits) et le renforcement des capacités locales.

À Bangui, où le phénomène des enfants des rues connaît une progression alarmante, les services de l'antenne mobile mise en place depuis 2014 garantissent aux enfants un accès à des services socioéducatifs et médicaux de base, et participent au processus de réunification familiale ou de placement en famille d'accueil. TGH a également procédé à la distribution de vivres au sein d'institutions pour enfants.

ASSISTANCE D'URGENCE AUX PERSONNES AFFECTÉES PAR LA CRISE DANS LA RÉGION DE LA OUKA

Bénéficiaires : 10 000 personnes déplacées

Durée : 3 mois (10/11/15 - 31/03/2016)

Budget global : 190 750 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

APPUI AU RELÈVEMENT DU SYSTÈME ÉDUCATIF DANS LA PRÉFECTURE DE LA VAKAGA

Bénéficiaires : 7 500 élèves

Durée : 9 mois (22/10/2015 – 22/07/2016)

Budget global : 285 927 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance (dans le cadre du Partenariat Mondial pour l'Éducation)

Partenaires : Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique (MENET)

DISPOSITIF DE PROTECTION DES ENFANTS DE LA RUE À BANGUI

Bénéficiaires : Plus de 1 000 enfants

Durée : 15 mois (14/07/2015 – 31/10/2016)

Budget global : 474 651 €

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaires : La Voix du Cœur, CRAED - Centre de Recherche Action pour l'Éducation Environnementale et le Développement Durable, le Ministère des Affaires Sociales, le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur.

DISTRIBUTION DE VIVRES ET PROTECTION DE SEMENCES DANS LA PRÉFECTURE DE LA OUKA

Bénéficiaires : 39 654 personnes

Durée : 8 mois (05/2015 – 01/2016)

Budget global : 292 241 €

Financement : FAO - Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture, PAM - Programme Alimentaire Mondial

ASSISTANCE D'URGENCE MULTISECTORIELLE AUX POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT DANS LA PRÉFECTURE DE LA OUKA

Bénéficiaires : 71 159 personnes

Durée : 9 mois (01/05/2015 - 31/01/2016)

Budget global : 787 120 €

Financement : ECHO - Service de la Commission européenne
à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaires : ICRA/ ACDA/ NOURRIR (ONG locale)

RELANCE DE LA SCOLARITÉ PRIMAIRE DANS LA PRÉFECTURE DE LA VAKAGA

Bénéficiaires : 6 215 personnes

Durée : 9 mois (15/04/2015 - 30/04/2016)

Budget global : 403 905 USD

Financement : CHF - Fonds humanitaire commun des Nations Unies

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS DÉPLACÉES DANS LA PRÉFECTURE DE LA OUKA PAR UNE ASSISTANCE EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Bénéficiaires : 55 000 personnes

Durée : 10 mois (01/03/2015 - 31/12/2015)

Budget global : 654 173 €

Financement : CHF - Fonds humanitaire commun des Nations Unies

PROGRAMME INTÉGRÉ DE RÉDUCTION DES CAUSES ET EFFETS DE LA MALNUTRITION EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNÉRABLES DANS LES SOUS-PRÉFECTURES DE BAMBARI ET BERBERATI

Bénéficiaires : 84 000 personnes

Durée : 19 mois (10/2014 – 08/2016)

Budget global : 2 500 000 €

Financement : Agence Française de Développement

Partenaires : Croix Rouge Française

ASSISTANCE D'URGENCE AUX POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT ET AUX DÉPLACÉS INTERNES DANS LA OUKA

Bénéficiaires : 91 000 personnes

Durée : 12 mois (05/2014 – 04/2015)

Budget global : 923 526 €

Financement : ECHO - Service de la Commission européenne
à l'aide humanitaire et à la protection civile, PAM - Programme Alimentaire Mondial,
FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et UNICEF -
Fonds des Nations Unies pour l'enfance





AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LES ZONES DE LA VAKAGA

Bénéficiaires : 10 000 personnes

Durée : 16 mois (02/2014 – 05/2015)

Budget global : 170 000 €

Financement : CDC – Centre de Crise du Ministère français
des Affaires étrangères

RÉTABLISSEMENT DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LA VILLE DE BAMBARI

Bénéficiaires : 43 341 personnes

Durée : 23 mois (10/2013 – 08/2015)

Budget global : 584 354 €

Financement : CHF - Fonds humanitaire commun des Nations Unies, CDC -
Centre de crise du ministère français des Affaires étrangères et UNICEF -
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaires : SODECA - Société de distribution d'eau en Centrafrique

VERS UNE AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AGRICULTRICES LES PLUS VULNÉRABLES DE LA OUAKA

Bénéficiaires : 9 055 personnes

Durée : 54 mois (12/2010 – 05/2015)

Budget global : 924 645 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission
européenne, Fondation Orange

Partenaires : ACDA - Agence Centrafricaine de Développement Agricole,
ANDE - Agence Nationale de Développement de l'Élevage

RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL ET STRUCTUREL DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES ÉCOLES

Bénéficiaires : 47 000 élèves et 244 parents-élèves (bénéficiaires directs)
et 626 000 élèves d'écoles primaires (bénéficiaires indirects).

Durée : 65 mois (12/2010 – 05/2016)

Budget global : 790 000 €

Financement principal : EuropeAid - Office de coopération
de la Commission européenne 75%; Ambassade de France
en République Centrafricaine

Partenaires : Ministère de l'Éducation, Ministère des Affaires sociales,
FNAPEEC - Fédération Nationale des Parents d'Élèves
et Étudiants Centrafricains, Inspection d'académie, Chef de circonscription
scolaire & chefs de secteurs

VERS UN ACCÈS PÉRENNE À L'EAU POTABLE ET UN ENVIRONNEMENT SANITAIRE AMÉLIORÉ POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES DE LA OUAKA

Bénéficiaires : 17 819 personnes, bénéficiaires directs

Durée : 58 mois (05/2011 - 01/2016)

Budget global : 1 895 000 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne 75%,
AFD - Agence Française de Développement, OFID - Fonds de l'OPEP
pour le développement international

Partenaires : ANEA - Agence Nationale pour l'Eau et l'Assainissement),
DGH - Direction Générale de l'Hydraulique), ONG Nourrir

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RENFORCEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES POPULATIONS DE LA VAKAGA ET DE LA OUKA AFFECTÉES PAR LA CRISE

Bénéficiaires : 3 657 ménages

Durée : 10 mois (08/2014 - 05/2015)

Budget global : 400 000 €

Financement : CIAA - Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire -
Ministère des Affaires étrangères

VERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX EN FAVEUR DES ENFANTS DE LA RUE

Bénéficiaires : 1 700 personnes

Durée : 40 mois (12/2011 – 04/2015)

Budget global : 631 603 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission
européenne, UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance, CCFD -
Terre solidaire, Secours catholique, Fondation Air France, PAM -
Programme Alimentaire Mondial

Partenaire : RFERC - Réseau en Faveur des Enfants des Rues Centrafricains

ASSISTANCE D'URGENCE EN EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT AUX PERSONNES AFFECTÉES PAR LA CRISE DANS LA RÉGION DE LA OUKA

Bénéficiaires : 42 000 personnes

Durée : 10 mois (07/2014 – 04/2015)

Budget global : 567 000 €

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

EVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LES CONFLITS EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Durée : 1 mois (24/08/15 - 31/09/15)

Budget global : 10 800 €

Financement : PAM - Programme Alimentaire Mondial

COLLECTE DE DONNÉES PRIMAIRES ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE CADRE DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (CFSAM) 2015

**Enquête menée dans 10 villages
aux alentours de Birao (Préfecture de la Vakaga)**

Durée : 1 mois (11/15)

Budget global : 5 000 €

Financement : FAO - Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LA PRÉFECTURE DE LA VAKAGA

Bénéficiaires : 3 700 ménages

Durée : 6 mois (01/11/15 - 30/04/16)

Budget global : 152 800 €

Financement : CIAA - Comité Interministériel pour l'Aide Alimentaire
(Ministère des Affaires étrangères)



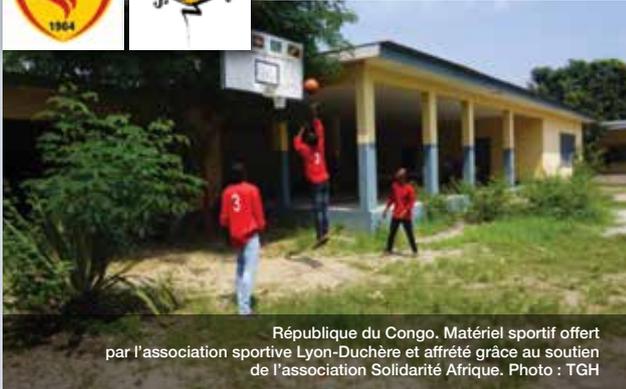
RÉPUBLIQUE DU CONGO



Sollicitée par le FOJEP-Développement, une association lyonnaise fondée par un migrant congolais, Triangle Génération Humanaire a réalisé en 2010 une évaluation en République du Congo, qui a débouché sur l'ouverture de la mission en décembre 2011.

Quatre programmes sont actuellement en cours, trois visant au développement de l'agriculture pour améliorer les conditions de vie des communautés rurales et contribuer à éradiquer l'extrême pauvreté.

Le quatrième programme concerne la protection et la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité par la sensibilisation et le renforcement des capacités d'intervention des acteurs publics et associatifs. Dans le cadre de ce programme en faveur de l'enfance, l'association sportive Lyon-Duchère a fait don de matériel sportif et pédagogique, affrété grâce au soutien de l'association Solidarité Afrique et distribué au sein des différentes associations partenaires.



République du Congo. Matériel sportif offert par l'association sportive Lyon-Duchère et affrété grâce au soutien de l'association Solidarité Afrique. Photo : TGH



VERS UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE PROXIMITÉ AU SERVICE DE LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Bénéficiaires : 9 500 personnes

Durée : 52 mois (11/2011 – 03/2016)

Budget global : 268 000 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne, Ministère de l'intérieur et de l'Outre-mer, Ambassade de France au Congo, PADE

Partenaires : FOJEP – Développement

SOUTIEN AUX ACTEURS NON ÉTATIQUES DANS LEUR PARTICIPATION À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.

Bénéficiaires : 106 000 personnes

Durée : 48 mois (12/2012 – 11/2016)

Budget global : 720 000 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne, Secours catholique

Partenaires : TGH est partenaire du programme porté par Caritas Congo

APPUI À LA RELANCE DE L'ÉLEVAGE DES RUMINANTS DANS LE DÉPARTEMENT DU POOL

Bénéficiaires : 236 594 personnes

Durée : 48 mois (12/2013 – 12/2017)

Budget global : 800 000 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne (62%), Conseil Départemental du Pool (38%)

Partenaires : TGH est partenaire du programme, porté par le Conseil Départemental du Pool.

VERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Bénéficiaires : 3 280 mineurs

Durée : 36 mois (11/2013 - 10/2016)

Budget global : 800 000 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne, Ministère français des Affaires étrangères, Fondation Air France

Partenaires : REIPER - Réseau des Intervenants sur le Phénomène de l'Enfance en Rupture

SOUDAN

Triangle Génération Humanitaire a débuté ses actions à l'ouest du Darfour en juin 2004, avec un premier programme d'assistance aux personnes déplacées. Depuis, TGH a choisi de poursuivre ses actions et d'étendre son périmètre d'intervention dans les états de l'ouest et du centre Darfour, et est aujourd'hui présente dans les zones rurales autour de El Geneina et dans les localités isolées de Bindizi, Mukjar et Um Dukhum, où elle met en œuvre des programmes dans les secteurs de l'eau, de l'hygiène-assainissement et de la sécurité alimentaire.



Soudan - Darfour - Jeunes filles puisant de l'eau à partir d'une pompe manuelle nouvellement installée. Photo : TGH

TGH a choisi d'inscrire ses interventions dans une transition entre l'urgence et le développement, en intervenant davantage sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, en cherchant à les former et à les responsabiliser pour qu'ils soient en mesure de fournir et gérer de manière durable les services de base.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, TGH, souhaite améliorer les moyens de subsistance des populations déplacées, leur état nutritionnel et leurs revenus, afin d'accroître leur capacité de résilience. TGH s'implique dans la distribution de semences, dans l'apport d'un soutien technique, dans un travail de diversification des sources d'alimentation et de revenus, et dans un soutien aux capacités de production agricole des petits exploitants et des populations vulnérables.

Dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement - outre l'accès à l'eau et aux structures sanitaires et l'amélioration des pratiques d'hygiène - TGH travaille à autonomiser les populations bénéficiaires en consolidant leurs capacités de gestion des infrastructures. Enfin, TGH met en place les outils nécessaires à une réponse humanitaire rapide et adéquate en cas de catastrophes, naturelles ou d'origine humaine.

RENFORCEMENT DE LA CONTRIBUTION DES ACTEURS LOCAUX AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À L'ATTEINTE DES OMD

Bénéficiaires : 91 000 personnes

Durée : 30 mois (01/2014 - 06/2016)

Budget global : 797 000 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne ; Fonds Suez environnement initiatives

RESTAURATION DES MOYENS D'EXISTENCE DES PERSONNES DÉPLACÉES, « RETOURNÉES » ET DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

Bénéficiaires : 47 757 personnes

Durée : 12 mois (04/2014 - 03/2015)

Budget global : 287 125 USD

Financement principal : UNHCR - Agence des Nations Unies pour les réfugiées, CHF - Fonds humanitaire commun des Nations Unies

ASSISTANCE AUX FOYERS VULNÉRABLES DES CAMPS DE POPULATIONS DÉPLACÉES AU DARFOUR

Bénéficiaires : 99 600 personnes

Durée : 11 mois (04/05/2014 - 30/04/2015)

Budget : 552 119 €

Financement principal : ECHO - Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaires : WES - Département soudanais de l'eau et de l'assainissement



AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE, AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT ET AUX PRATIQUES D'HYGIÈNE POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES AU DARFOUR

Bénéficiaires : 224 120 personnes

Durée : 19,5 mois (15/05/2014 – 31/12/2015)

Budget : 1 345 228 €

Financement principal : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaires : WES - Département soudanais de l'Eau et de l'Assainissement

AMÉLIORATION DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE DES POPULATIONS VULNÉRABLES DU DARFOUR

Bénéficiaires : 23 672 personnes

Durée : 12 mois (01/08/2014 – 31/07/2015)

Budget global : 300 000 €

Financement principal : CIAA - Comité Interministériel pour l'Aide Alimentaire (Ministère des Affaires étrangères)

Partenaires : MoAI - Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation

VERS UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE RENFORCÉE ET DE MEILLEURS MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES COMMUNAUTÉS TOUCHÉES PAR LES CONFLITS AU DARFOUR CENTRAL

Bénéficiaires : 40 000 agriculteurs

Durée : 36 mois (01/01/2015 – 13/12/2017)

Budget global : 1 250 000 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne

INTERVENTION D'URGENCE EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT POUR LES NOUVELLES PERSONNES DÉPLACÉES ET LES POPULATIONS TOUCHÉES PAR LE CONFLIT À KABAR, AMAR JADEED ET MORLANGA AU DARFOUR CENTRAL

Bénéficiaires : 36 104 personnes

Durée : 3 mois (02/2015 - 04/2015)

Budget global : 226 889 USD

Financement : RRF - Rapid Response Fund Sudan, OIM - Organisation internationale pour les migrations

RÉTABLIR ET AMÉLIORER LES CAPACITÉS DE PRODUCTION DES MÉNAGES VULNÉRABLES SÉVÈREMENT AFFECTÉS PAR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE DARFOUR CENTRAL ET LE DARFOUR OCCIDENTAL

Bénéficiaires : 36 104 personnes

Durée : 12 mois (04/2014 - 03/2015)

Budget global : 243 895 USD

Financement : CHF – Fonds humanitaire commun des Nations Unies

VERS UNE RÉDUCTION DU RISQUE DE MALNUTRITION CHEZ LES PERSONNES À RISQUE DES COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES DU DARFOUR

Bénéficiaires : 18 168 personnes

Durée : 10 mois (01/05/2015 - 29/02/2016)

Budget global : 250 000 €

Financement : CIAA - Comité Interministériel pour l'Aide Alimentaire

Partenaires : Ministère de l'Agriculture, Association de jeunes de Bindizi, Comité de Paix de Bindizi

PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX URGENCES AFFECTANT LES MÉNAGES VULNÉRABLES AU DARFOUR

Bénéficiaires : 163 835 personnes

Durée : 11 mois (01/05/2015 – 31/03/2016)

Budget global : 1 020 000 €

Financement : ECHO - Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaire : Al Massar (ONG locale)

MAINTIEN ET DÉVELOPPEMENT DES SERVICES EN EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT AUX POPULATIONS DÉPLACÉES AFFECTÉES PAR DES CONFLITS DANS LA LOCALITÉ D'UM DUKHUN AU DARFOUR CENTRAL

Bénéficiaires : 51 539 personnes

Durée : 12 mois (01/05/2015 – 30/04/2016)

Budget global : 220 397 USD

Financement : CHF – Fonds humanitaire commun des Nations Unies

Partenaires : WES - Département soudanais de l'eau et de l'assainissement

RÉDUCTION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR LES POPULATIONS DÉPLACÉES AFFECTÉES PAR LES CONFLITS DANS LES LOCALITÉS D'UM DUKHUN ET MUKJAR AU DARFOUR CENTRAL

Bénéficiaires : 26 735 personnes

Durée : 12 mois (01/05/2015 – 30/04/2016)

Budget global : 308 792 USD

Financement : CHF – Fonds humanitaire commun des Nations Unies

Partenaires : Al Fajir, Al Massar (ONG locales)

CHAÎNE DE VALEUR POUR UNE AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES POPULATIONS PAUVRES AU DARFOUR CENTRAL

Bénéficiaires : 224 120 personnes

Durée : 10 mois (10/05/2015 – 31/12/2015)

Budget global : 310 000 SDG (environ 44 300 €)

Financement : PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement

DISTRIBUTION DE SEMENCES AGRICOLES DANS LES ÉTATS DU DARFOUR CENTRAL ET OCCIDENTAL

Bénéficiaires : 10 303 ménages

Durée : 2 mois (01/12/2015 – 31/01/2016)

Budget global : 46 675 SDG (environ 6 790 €)

Financement : CICR – Comité International de la Croix Rouge

FOURNITURE D'ARTICLES NON ALIMENTAIRES D'URGENCE À DESTINATION DES POPULATIONS RETOURNÉES DU TCHAD ET DES POPULATIONS DÉPLACÉES VULNÉRABLES AU SEIN DES LOCALITÉS D'UM DUKHUN, BINDIZI ET MUKJAR

Bénéficiaires : 32 869 personnes

Durée : 6 mois (01/12/2015 – 31/05/2016)

Budget global : 148 509 USD

Financement : CHF – Fonds humanitaire commun des Nations Unies





TIMOR ORIENTAL

Triangle Génération Humanitaire a débuté son action au Timor Oriental en 2005, par un programme d'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires dans les zones les plus touchées par la malnutrition. Aujourd'hui, TGH est reconnue comme l'un des acteurs internationaux majeurs en la matière, et a mené en 2015, au sein du programme BESIK (Bee, Saneamentu no ljiene iha Komunidade), une action de collecte de données sur le système des pompes à eau électriques, avec l'appui du ministère australien des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur, et en collaboration avec la Direction Nationale de l'Eau et de l'Assainissement.



Timor oriental – Réservoir de stockage de l'eau équipé de robinets de distribution. Photo : TGH

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime que 30 à 50% des femmes timoraises subissent des violences domestiques. Depuis octobre 2013, TGH déploie un programme de réinsertion socioéconomique des femmes victimes de violence, avec le soutien financier de l'Office de coopération de la Commission européenne (EuropeAid) et de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici. TGH participe au renforcement des capacités d'ONG timoraises particulièrement actives dans l'amélioration de la condition des femmes, comme Rede Feto-APSC-TL, Fokupers, Pradet et Casa Vida. Les activités sont menées dans la capitale et dans les districts de province où les partenaires disposent de centres d'accueil, et où le manque d'accès aux services juridiques et sociaux rend les femmes particulièrement vulnérables.

VERS UN RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UNE MEILLEURE PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES

Bénéficiaires : 10 812 personnes

Durée : 40 mois (10/2013 - 01/2017)

Budget global : 797 910 €

Financement : EuropeAid - Office de coopération de la Commission européenne 75%, Fondation RAJA-Marcovici, Ambassade de France en Indonésie et au Timor oriental

Partenaires étatiques Timorais : SEPI - Secrétariat d'Etat pour la Promotion de l'Egalité, MMS - Ministère de la Solidarité Sociale

Partenariats locaux : PRADET - Psychosocial Recovery and Development in East Timor, Casa Vida, Rede Feto et FOKUPERS - The Communication Forum for East Timorese Women

COLLECTE DE DONNÉES SUR LE SYSTÈME DE POMPES À EAU ÉLECTRIQUES AU TIMOR ORIENTAL

Durée : 3 mois (03/2015 - 06/2015)

Budget global : 101 300 USD

Financement : Ministère australien des affaires étrangères et du commerce extérieur, à travers le programme BESIK (Bee, Saneamentu no ljiene iha Komunidade)

Partenaires étatiques Timorais : Ministère de l'Approvisionnement en Eau, Direction Nationale de l'Eau et de l'Assainissement

Partenariats locaux : Naroman Timor Foan (NTF)

UKRAINE

Plusieurs missions exploratoires ont été conduites en Ukraine durant l'année 2015 dans la perspective d'une action auprès des populations affectées par le conflit. Voir pages 44 et 45.

Pour une présentation détaillée de tous ces programmes, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.trianglegh.org





LES FAITS QUI ONT MARQUÉ L'ANNÉE 2015 ET LES PERSPECTIVES 2016





Ligne de front après le sommet de Minsk II (février 2015)

Sacha a l'enthousiasme et le culot de ses 16 ans. En dépit d'une connaissance de l'anglais très approximative, il se mêle à la conversation que nous avons avec les responsables bénévoles du centre d'hébergement pour personnes déplacées aménagé en hâte dans un bâtiment mis à disposition par l'église locale. Sacha est arrivé à Kramatorsk durant l'été 2014, évacué par l'organisation citoyenne qui gère aujourd'hui le centre d'hébergement du village de Pisky, situé à proximité de l'aéroport de Donetsk et objet de violents combats et bombardements. Inquiète de ce qui l'attendait « de l'autre côté », sa mère l'a d'abord laissé partir seul avant que ses frères et sœurs ne le rejoignent, une fois leur mère rassurée quant à leurs conditions d'accueil. Elle-même est restée à Pisky, malgré les bombardements quotidiens qui la contraignent à trouver refuge dans



Lénine repeint aux couleurs de l'Ukraine.
Photo : Ivan Deret / TGH

Depuis mars 2016, Triangle Génération Humanitaire intervient en Ukraine dans des localités rurales de la ligne de front, où elle soutient la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables par une aide monétaire et en nature. Ce programme, financé par le Centre de Crise du Ministère des Affaires Étrangères, est mené en partenariat avec l'ONG Ukrainienne « Country of Free People ».

Ukraine – Uglegorsk - Trolleybus détruit (juin 2015). Photo : Ivan Deret / TGH



des abris antiaériens d'un autre âge – celui de la guerre froide – pour garder une maison dont il ne reste probablement plus grand-chose aujourd'hui.

L'histoire de Sacha et de sa famille n'est qu'un exemple des situations rencontrées par plus d'un million de personnes déplacées par un conflit qui reste irrésolu, et dont le bilan humain – près de 10 000 morts, plus de 20 000 blessés – continue de s'alourdir. **Les deux régions orientales de l'Ukraine - les oblast de Donetsk et Luhansk - sont traversées par une ligne, fortement militarisée**, qui démarque les zones loyaliste et séparatiste, dont la traversée est très longue en raison des files d'attente à chacun des nombreux check points, et parfois rendue dangereuse par les bombardements sporadiques. Elle est souvent simplement impossible, car les autorisations nécessaires restent difficiles à obtenir, de sorte que des gestes simples - comme rendre visite à un parent ou à un ami, ou bien s'approvisionner - sont devenus inaccessibles pour beaucoup.

Les raisons avancées pour expliquer a posteriori un conflit qui n'avait de fait pas été anticipé sont multiples, et ne peuvent guère être développées ici. L'argument souvent avancé du clivage linguistique est peu satisfaisant, car si les populations en Crimée et à l'est sont essentiellement russophones, les livres écrits en russe représentent 90% du marché national, et 98% des sites Internet ukrainiens utilisent le Russe. Si l'on se réfère aux résultats de l'élection prési-

dentielle de 2010, il semble bien qu'il existe un clivage entre un ouest « pro-occidental » et un est « pro-russe ». Ce constat est néanmoins à nuancer, car lorsque l'unité du pays s'est vue mise en cause, des milliers de citoyens du Donbass - considérés comme « culturellement » pro-russes - ont préféré quitter leur domicile plutôt que de se retrouver en zone sous contrôle séparatiste, comme étrangers dans leur propre pays. Pays qui, rappelons-le, doit paradoxalement ses limites à l'Union Soviétique, dont la Russie actuelle - puissance tutélaire dont l'Ukraine s'efforce de s'émanciper - a hérité nombre des intérêts géostratégiques, qu'elle combine aujourd'hui avec des

représentations historico-mythologiques qui font de la « Rous de Kiev » (IX^e - XIII^e siècle) le berceau de la nation Russe. Si l'on adjoint à ces références anciennes des éléments plus actuels, tels qu'une économie tiraillée entre sa dépendance à l'aide - conditionnée - du FMI et celle du voisin et fournisseur de gaz russe, on s'éloigne encore un peu plus de Maïdan¹ et de sa spontanéité initiale, pour simplement, et tristement, constater que le processus de décolonisation du siècle dernier se poursuit aujourd'hui jusqu'en Europe, et qu'il n'est guère moins violent. ■

Ivan Deret

Programmation des opérations

1 • Place de l'Indépendance, place centrale de Kiev où se sont déroulées les manifestations pro européennes durant l'hiver 2013-2014

“ Ouverture d'une nouvelle mission ”

La mission Népal a été ouverte suite aux tremblements de terre qui ont frappé le pays les 25 avril et 12 mai 2015. Une première mission d'évaluation a été menée sur place du 4 au 13 mai 2015 grâce au fond d'urgence de la Région Rhône-Alpes.

Cette évaluation a permis de cibler l'un des 14 districts les plus touchés : celui de Kavrepalanchok, qui, malgré 90% de pertes matérielles, n'a pas bénéficié de l'aide internationale.

L'ONG locale ARSOW-Nepal, recommandée par la Fondation de France, a apporté à TGH son soutien pour identifier les populations et les besoins. Trois villages ont été ciblés : Koshidekha, Kharelthok et Sarsyukharka. La thématique de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) s'est présentée comme la plus urgente, mais des besoins en relance économique ont également été identifiés. La catastrophe naturelle a détruit la quasi-totalité des bâtiments et des récoltes, traditionnellement stockées dans les greniers des habitations. La saison agricole a été fortement perturbée, voire interrompue¹. Une action de distribution de semences et de plants d'arbres fruitiers a donc été mise en place, pour contribuer au maintien des moyens de subsistance de la totalité des foyers.

La mission exploratoire financée par la Région Rhône-Alpes a en outre permis la rédaction d'un rapport d'évaluation sur la base duquel TGH a obtenu un soutien financier de la Fondation de France à hauteur de 150 000 € pour le village de Koshidekha (programme de soutien d'urgence et de relance économique), et de 150 000 € des agences de l'eau Rhône Méditerranée Corse et Adour Garonne pour les villages de Koshidekha, Kharelthok et Sarasyunkhark (EHA).



NÉPAL



Népal - Koshidekha - Distribution de semences et d'outils. Photo : TGH

1 • Cf Article du FAO des NU : « Plus de 20 millions de dollars sont requis d'urgence pour aider les agriculteurs népalais après le séisme » : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/294639/icode/>

TGH a engagé sur le village de Koshidekha une approche multisectorielle avec des actions dans le domaine EHA (latrines temporaires et permanentes, distribution de kits d'hygiène), dans le domaine de la santé (distribution de kits de premiers secours et donations d'équipements médicaux pour le centre de santé), dans le domaine de la construction (formations à la construction parasismique pour les maçons) et dans le domaine de la relance économique (semences, petit



Népal - Koshidekha - Distribution de semences et d'outils. Photo TGH



Népal - Koshidekha - Reconstruction du bâtiment du Comité des utilisateurs de l'eau. Photo : TGH

élevage, kits de maraîchage, etc.), le tout associé à une aide directe (distribution de matériel pour l'hiver). L'action s'est ensuite étendue aux villages de Kharlthok et Sarasyunkhark, dans le domaine de l'EHA (réhabilitation de bornes fontaines, des réseaux d'eau, des réservoirs, promotion à l'hygiène...) en direction des populations les plus vulnérables. L'enregistrement en cours de TGH auprès des autorités locales devrait ouvrir de nouvelles perspectives dès 2016. ■

Perrine Descombe

Stagiaire assistante Responsable de mission

SYRIE & LIBAN

Depuis mars 2011, le conflit syrien a déclenché une crise humanitaire profonde qui a gagné plusieurs pays de la région. En Syrie, l'ONU estime à environ 13,5 millions - dont 6 millions d'enfants - le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire. 6,6 millions de personnes sont déplacées internes et 4,4 millions ont fui et trouvé refuge dans les pays limitrophes (Liban, Turquie, Jordanie, Irak, Égypte, Maghreb) et en Europe.



Sur cette crise qui s'est régionalisée, Triangle Génération Humanitaire est présente et opérationnelle depuis début 2013 en Irak (région autonome du Kurdistan) et soutient la population syrienne réfugiée et les déplacés internes irakiens ayant fui massivement l'avancée du groupe État Islamique. TGH met en place des projets d'urgence dans les domaines Éducation, Protection, Eau Hygiène et Assainissement et Sécurité Alimentaire.

Dans le cadre de son mandat et de son expertise de soutien aux populations vulnérables affectées par cette crise majeure, TGH portera durant le premier trimestre 2016 deux nouvelles missions exploratoires, l'une en Syrie, où TGH maintient son engagement pour apporter une réponse humanitaire depuis les zones gouvernementales, et l'autre au Liban, où TGH devrait rencontrer l'ONG libanaise AMEL afin de définir les contours d'une intervention commune. ■



“ L’île de Socotra ”

Depuis 2011, le Yémen est marqué par une succession de crises complexes d'une gravité extrême pour la population. L'intervention armée de la coalition menée par l'Arabie Saoudite depuis mars 2015 contribue à une détérioration dramatique du contexte humanitaire sur l'ensemble du pays : sur une population de 26 millions d'habitants, 14.4 millions de personnes sont en insécurité alimentaire, 2,5 millions ont dû quitter leur foyer et 21 millions ont besoin d'assistance humanitaire¹.



Yémen – Socotra – Moteurs de bateaux de pêche endommagés suite aux cyclones. Photo : Samed Saleh

Au milieu de ce chaos, l'île de Socotra, située en mer d'Arabie, dans le nord-ouest de l'océan Indien, à l'entrée du golfe d'Aden, où Triangle Génération Humanitaire est intervenue dans les secteurs de l'accès à l'eau et de la sécurité alimentaire pendant une dizaine d'années², est épargnée par les combats, mais souffre désormais structurellement de la réduction des opportunités économiques avec le continent en guerre. Elle a aussi été, en novembre 2015, sévèrement impactée par l'action conjuguée d'une forte houle, des pluies, du vent et des inondations provoqués par le passage de deux cyclones. En décembre 2015, grâce à la présence d'anciens salariés socotri, TGH a lancé à distance une évaluation multisectorielle (hygiène - eau assainissement et sécurité alimentaire).

Si les impacts sont différents d'un endroit à l'autre de l'île, la violence des événements climatiques a provoqué des destructions totales localisées : maisons, ba-

teaux de pêcheurs, moteurs, palmiers dattiers, réseaux d'eau, troupeaux de caprins, pâturages naturels, flore endémique unique... ayant pour conséquence la dégradation des moyens d'existence et des conditions de vie des habitants des zones les plus touchées.

En dépit de l'évidence des besoins et de l'accès au terrain rendu possible car non compromis par des problèmes de sécurité, la réponse humanitaire à cette catastrophe naturelle est quasi nulle à ce jour. Malgré la difficulté à mobiliser les fonds nécessaires à la mise en œuvre d'actions, TGH demeure déterminée à valoriser son expérience de ce terrain afin de soutenir les populations affectées par les cyclones, dans un pays qui souffre des effets de la guerre, même s'il n'est pas impacté par les combats. ■

Nicolas Teuma

Référent Sécurité alimentaire & Développement rural



Yémen – Socotra – Inondations suite aux pluies cycloniques. Photos : Samed Saleh

1 • OCHA, bulletin humanitaire Yemen n° 8, février 2016

2 • Seule ONG internationale présente en permanence de 2004 à 2011

“ L'équipe lyonnaise, au siège national de l'association ”

DIRECTION GÉNÉRALE

Christian Lombard
Patrick Verbruggen

ADJOINT DE DIRECTION

Jean-Luc Jouhaneau

PROGRAMMATION DES OPÉRATIONS

Ivan Deret

RESPONSABLE DE GESTION DE PROGRAMMES

Mounir Attallah

CHARGÉ DE GESTION DE PROGRAMMES

Arnaud Loutoby

RESPONSABLES DE MISSIONS

Anne Barthès
Benoit Darrieux
Serge Gruel
Eric Martin

RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Gilles Groizeleau
Socioéducatif et psychosocial

Lionel Roux et **Nicolas Teuma**
*Sécurité alimentaire
et développement rural*

Romain Sztark et **Joël Terville**
Eau, hygiène et assainissement

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Alexandra Bourdekas

COMPTABLE

Sylvie Houel

ASSISTANT(E)S ADMINISTRATIF(VE)S

Régis Dondain et **Sophie Dreyer**

AGENT D'ENTRETIEN

Saliha Djemai

*Sur nos terrains d'action,
nos équipes expatriées sont généralement
composées d'un chef de mission,
d'un administrateur et de chefs de projet.*

*En 2015, 92 salariés expatriés
ont pris part aux activités de l'association
aux côtés de 492 collaborateurs recrutés
dans leur pays d'origine.*

“ Le Conseil d'administration de l'association au 31 décembre 2015 ”

Les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale annuelle pour une période de 3 années renouvelables. Les membres du Conseil exercent leur fonction bénévolement. Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre. Chaque Conseil est précédé d'une réunion de Bureau qui prépare, avec la direction générale de l'association, les réunions du Conseil d'administration.

Victor BÉRARD

TRÉSORIER

Ancien expert-comptable et commissaire aux comptes

Catherine BETHENOD

Hypno thérapeute

Olivier BRACHET

Ancien vice-président de la Communauté Urbaine de Lyon

Christophe CLOAREC

SECRÉTAIRE ADJOINT

Informaticien

Didier DEMATONS

Réalisateur de films documentaires

Patrice HOUEL

PRÉSIDENT

Consultant en management

Yves LE SERGENT

TRÉSORIER ADJOINT

Administrateur d'entreprise culturelle

Stéphane MERCADO

Employé Decaux

Philippe MERCHEZ

Photographe et enseignant

Monique MONTEL

Ancien cadre du secteur médicosocial

Bernard MOURENAS

Consultant informatique

Bertrand QUINET

SECRÉTAIRE

Responsable de formation - Institut Bioforce Développement

Véronique VALTY

VICE-PRÉSIDENTE

Consultante en communication

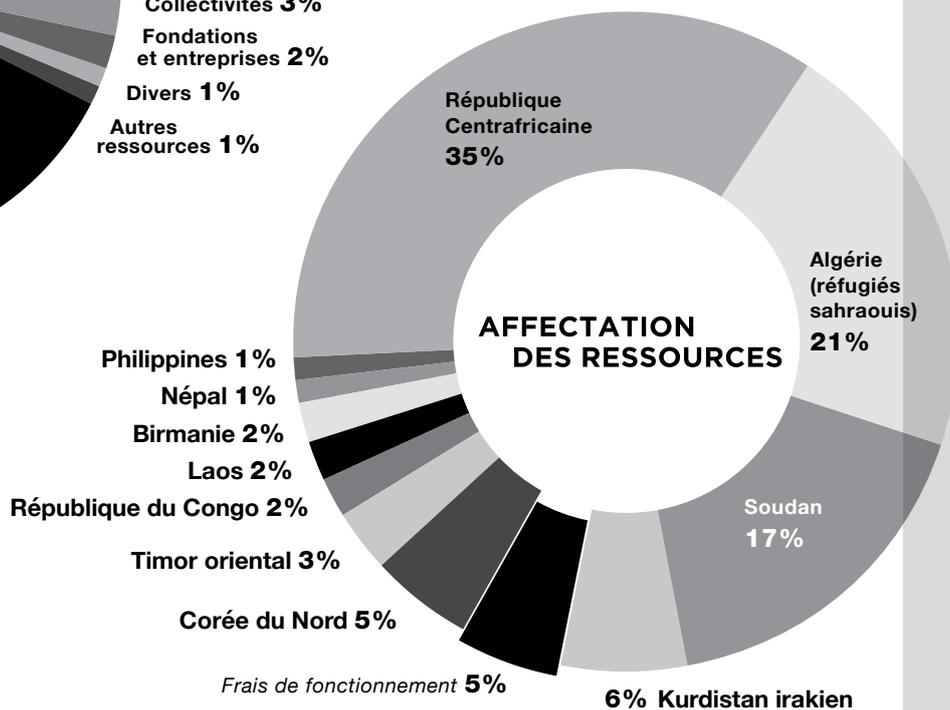
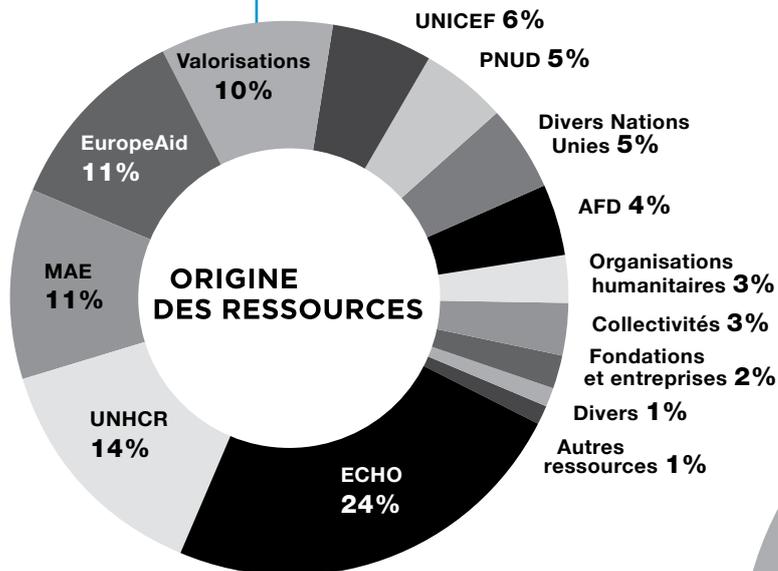
*Trois Commissions mixtes, composées de membres
du Conseil et de salariés de l'association, se réunissent
régulièrement pour préparer les dossiers qui seront soumis
au débat et/ou au vote du Conseil. Ces Commissions
techniques Stratégie générale, Programmation
et Communication, n'ont pas de rôle décisionnaire.*

*Elles ont par ailleurs, avec les membres du Bureau
(président, trésorier et secrétaire), une fonction de contrôle
interne et de prévention des risques.*

ORIGINE ET AFFECTATION DES RESSOURCES

BUDGET 2015 : 13 452 K€

(DONT 1 380 K€ DE VALORISATION)



■ **ECHO** : Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile ■ **UNHCR** : Agence des Nations Unies pour les réfugiés ■ **MAE** : Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (CIAA : Comité Interministériel d'Aide Alimentaire, CDC : Centre de Crise, Ambassade de France en République du Congo) ■ **EuropeAid** : Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne ■ **Valorisations** (dons en nature) : PAM, UNICEF, UNHCR, FAO, CICR et divers ONG ■ **UNICEF** : Fonds des Nations unies pour l'enfance ■ **PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement ■ **Divers Nations Unies** : CHF : Fonds humanitaire commun des Nations Unies, PAM : Programme Alimentaire Mondial, FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ■ **AFD** : Agence Française de Développement ■ **Organisations humanitaires** : OXFAM Hong Kong, OIM : Organisation Internationale pour les Migrations, CCFD Terre Solidaire, CICR : Comité Internationale de la Croix Rouge ■ **Collectivités** : Région Rhône-Alpes, Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Agence de l'eau Adour-Garonne, Conseil Général du Rhône ■ **Fondations et entreprises** : Fondation de France, Fondation Dimes, Fondation Orange, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fonds Suez Environnement Initiatives, Fondation Air France, Fondation RAJA-Danièle Marcovici ■ **Divers** : Australian Aid, PADE : Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (Banque Mondiale), Ambassade de Grande Bretagne en Corée du Nord, OFID : Fonds de l'OPEP pour le développement international, SIDA : Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement ■ **Autres ressources** : produits financiers et exceptionnels, ventes, dons et cotisations

BILAN ACTIF	12/31/2015			12/31/2014
	BRUT	AMORT. & PROV.	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	2 139	2 139		
Immobilisations corporelles				
Constructions	220 000	110 745	109 255,27	123 907
Autres immobilisations corporelles	471 383	406 204	65 178,24	92 555
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	5 813		5 812,95	5 798
TOTAL	699 334	519 088	180 246	222 260

Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	4 835		4 835,00	8 191
Avances & acompte sur commandes				2 000
Créances d'exploitation				
Autres créances	7 673 587	31 957	7 641 629,32	6 972 733
Disponibilités	1 192 903		1 192 902,99	742 292
Charges constatées d'avance	10 672		10 671,52	6 783
Prepaid expenses	6 783		6 783	10 109
TOTAL	8 881 996	31 957	8 850 039	7 731 999
TOTAL GÉNÉRAL	9 581 330	551 045	9 030 285	7 954 259

BILAN PASSIF	12/31/2015	12/31/2014
	NET	NET
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Report à nouveau	549 475,91	719 100
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	193 960,29	-169 624
Autres fonds associatifs		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	18 561,93	22 895
TOTAL	761 998	572 371

PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES		
Provisions pour risques	41 211,28	41 211
TOTAL	41 211	41 211

DETTES		
Facilité de caisse Crédit Coopératif		100 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	148 981,23	171 190
Emprunts et dettes financières divers		465
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 499,74	487 364
Dettes fiscales et sociales	173 742,26	191 090
Produits constatés d'avance	7 789 852,65	6 390 568
TOTAL	8 227 076	7 340 677

TOTAL GÉNÉRAL	9 030 285	7 954 259
----------------------	------------------	------------------

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2015	31/12/2014
	TOTAL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION		
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION		
Subventions d'exploitation	11 878 429	9 755 471
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	1 922	
Collectes	10 224	38 395
Cotisations	390	240
Autres produits	19 748	10 745
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	11 910 712	9 804 851
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		25 863
Variation de stocks	2 931	1 001
Autres achats et charges externes	9 452 096	7 777 628
Impôts, taxes et versements assimilés	87 887	94 746
Salaires et traitements	1 584 266	1 471 029
Charges sociales	593 164	577 275
Autres charges de personnel		2 000
Dotations aux amortissements sur immobilisations	44 419	52 395
Dotations aux provisions sur actif circulant		11 053
Autres charges	7 536	15 599
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	11 772 300	10 028 589
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	138 412	-223 738
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	20 121	2 612
Différences positives de change	138 154	56 127
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	158 275	58 738
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	25 295	24 798
Différences négatives de change	71 793	13 012
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	97 088	37 810
2 - RESULTAT FINANCIER	61 187	20 928
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	199 599	-202 809
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 344	54 743
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 344	54 743
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	8 982	6 789
Sur opérations en capital		14 768
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 982	21 558
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	-5 638	33 185
TOTAL DES PRODUITS	12 072 331	9 918 333
TOTAL DES CHARGES	11 878 370	10 087 957
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	193 961	-169 624
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	193 961	-169 624
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Dons en nature	1 380 594	1 173 398
TOTAL	1 380 594	1 173 398
Charges		
Dons en nature	1 380 594	1 173 398
TOTAL	1 380 594	1 173 398

